

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CENT SOIXANTIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 4 mars 1982, à 10 h 30.

Président : M. Mario Alessi (Italie)

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

<u>Algérie</u> :	M. M. MATI
<u>Allemagne, République fédérale d'</u> :	M. F. WEGENER M. W.E. von dem HAGEN M. N. KLINGLER
<u>Argentine</u> :	M. J.C. CARASALES Mlle N. NASCIMBENE
<u>Australie</u> :	M. D.M. SADLEIR M. R.W. STEELE
<u>Belgique</u> :	M. A. ONKELINX M. J.-M. NOIRFALISSE
<u>Birmanie</u> :	U MAUNG MAUNG GYI U THAN TUN
<u>Brésil</u> :	M. C.A. de SOUZA e SILVA M. S. de QUEIROZ DUARTE
<u>Bulgarie</u> :	M. K. TELLALOV M. P. POPTCHEV M. K. PRAMOV
<u>Canada</u> :	M. D.S. McPHAIL M. G.R. SKINNER M. P. BATCHER
<u>Chine</u> :	M. TIAN JIN M. FENG ZHENYAO M. HU XIAODI
<u>Cuba</u> :	M. F. NUNEZ MOSQUERA
<u>Egypte</u> :	M. I.A. HASSAN M. M.N. FARMY
<u>Etats-Unis d'Amérique</u> :	M. L.G. FIELDS M. M. BUSBY Mme K. CRITTENBERGER M. J. MARTIN M. J. MISKEL
<u>Ethiopie</u> :	M. T. TERREFE M. F. YOHANNES
<u>France</u> :	M. F. de la GORCE M. J. de BEAUSSE M. M. COUTHURES

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>Hongrie</u> :	M. I. KÖMIVES M. F. GAJDA M. C. GYORFFY
<u>Inde</u> :	Mme L. PURI
<u>Indonésie</u> :	M. H. SUTRESMA M. HARYOMATARAM M. B. SIMANJUNTAK
<u>Iran</u> :	M. M.J. MAHALLATI
<u>Italie</u> :	M. M. ALESSI M. B. CABRAS M. C.M. OLIVA M. E. di GIOVANNI
<u>Japon</u> :	M. Y. OKAWA M. M. TAKAHASHI M. K. TANAKA M. T. ARAI
<u>Kenya</u> :	M. D.D.C. DON NANJIRA M. J. MURIU KOBOI
<u>Maroc</u> :	M. A. SKALLI M. S.M. RAHHALI M. M. CHRAIBI M. M. HALFAOUI
<u>Mexique</u> :	M. A. GARCIA ROBLES Mme Z. GONZALEZ y REYNERO
<u>Mongolie</u> :	M. D. ERDEMBILEG M. S.O. BOLD
<u>Nigéria</u> :	M. G.O. IJEWERE M. W.O. AKINSANYA M. T. AGUIYI-IRONSI
<u>Pakistan</u> :	M. T. ALTAF
<u>Pays-Bas</u> :	M. H. WAGENMAKERS
<u>Pérou</u> :	M. J. BENAVIDES
<u>Pologne</u> :	M. B. SUJKA M. B. RUSSIN M. T. STROJWAS
<u>République démocratique allemande</u> :	M. G. HERDER M. H. THIELICKE M. J. MOEPERT M. M. KAULFUSS

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>Roumanie</u> :	M. T. MELESCANU M. M.J. DOGARU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. D. SUMMERHAYES Mme J.I. LINK Mlle J.E.F. WRIGHT
<u>Sri Lanka</u> :	M. T. JAYAKODDY M. H.M.G.S. PALIHAKKARA
<u>Suède</u> :	M. C. LIDGARD M. C.M. HYLTEINIUS M. H. BERGLUND M. G. EKHOLM M. J. LUNDIN
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. J. STRUCKA M. A. CIMA M. L. WANIEK
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> :	M. V.L. ISSRAELYAN M. B.P. PROKOFIEV M. V.M. GANJA M. V.A. EVDOKOUCHINE M. M.M. IPPOLITOV M. V.A. KROKHA M. V.F. PRYAKHINE
<u>Venezuela</u> :	M. O.A. AGUILAR
<u>Yougoslavie</u> :	M. M. VRHUNEC M. M. MIHAJLOVIĆ
<u>Zaïre</u> :	M. BAGVENI ADEITO NZENGEYA Mme ESAKA EKANGA KABEYA M. OSIL GNOK
<u>Secrétaire adjoint du Comité du désarmement</u> :	M. V. BERSATEGUI

Le PRESIDENT : Messieurs les représentants, je déclare ouverte la cent soixantième séance plénière du Comité du désarmement. Le Comité poursuit aujourd'hui l'examen du point 2 de son ordre du jour : Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire. Toutefois, les membres qui souhaiteraient faire des déclarations sur toute autre question ayant trait aux travaux du Comité sont libres de le faire, conformément à l'article 30 du règlement intérieur. Je voudrais accueillir maintenant S.E. le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de la Norvège, li. Eivinn Berg, qui va s'adresser au Comité aujourd'hui. li. Berg est un diplomate expérimenté qui a été en poste à Genève, à Bruxelles et aux Etats-Unis. Il a été nommé Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères en octobre 1981. Je suis sûr que le Comité appréciera l'intérêt personnel qu'il porte à nos travaux. J'ai sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie, du Maroc, de la Chine, de la Yougoslavie, du Mexique, de la République démocratique allemande et de la Norvège. Je donne maintenant la parole au premier orateur sur ma liste, le représentant de la Hongrie, S.E. l'Ambassadeur Kómives.

M. KÓMIVES (Hongrie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, puisque j'ai déjà eu l'occasion de vous souhaiter la bienvenue en tant que nouveau collègue, permettez-moi maintenant de vous féliciter de votre accession à la présidence du Comité pour le mois de mars. En vous offrant l'appui total de ma délégation, j'exprime également la conviction qu'une nouvelle main est généralement habile à tenir la barre comme l'a montré votre prédécesseur. L'Ambassadeur Jafar Mahallati, d'Iran, mérite l'expression de notre gratitude pour la façon dont il a présidé le Comité pendant la très difficile phase de début.

Dans ma déclaration du 11 février, j'avais résumé la position de mon Gouvernement sur la plupart des points soumis à l'examen du Comité du désarmement et spécialement insisté sur deux d'entre eux, placés en tête de notre ordre du jour. Je veux aujourd'hui réaffirmer que pour la République populaire hongroise, pour tout son peuple comme pour le Gouvernement, la cessation de la course aux armements nucléaires, l'élimination de la menace de guerre nucléaire et le désarmement nucléaire continuent d'être de la plus haute priorité et que toutes les mesures nécessaires pour parvenir à cet important objectif, nous attachons la plus grande importance à l'interdiction générale et complète de tous les essais d'armes nucléaires.

Cette réaffirmation de notre engagement total à la solution des problèmes les plus brûlants de notre génération, engagement qui est en fait partagé par l'écrasante majorité des délégations, n'est pas du tout superflue compte tenu de ce qu'ont déclaré les représentants des Etats-Unis, soit d'une manière générale en plénière, soit de façon quelque peu plus détaillée devant divers organes subsidiaires. La politique qui consiste à intensifier les préparatifs militaires dans une recherche fertile de supériorité militaire entrave les travaux du Comité depuis déjà quelque temps. Mais ce n'est qu'au cours de ces dernières semaines que même les délégations les plus optimistes ont dû prendre conscience de la véritable nature de cette politique avec toutes ses conséquences pour les négociations sur le désarmement.

La délégation hongroise partage pleinement les sentiments de "regret et de mécontentement total" et de "déception ... voire de ressentiment", pour ne citer que deux des nombreuses expressions de crainte tirées de récentes déclarations de délégations de toutes les régions du monde. La détestable politique du "couplage" apparaît maintenant non seulement dans les affaires politiques mondiales mais aussi à propos de questions inscrites à l'ordre du jour du Comité, comme l'a fait observer à juste titre l'Ambassadeur Ijewere, du Nigéria, dans son intervention du 25 février.

Nous ne sommes pas disposés à accepter une tentative qui relèguerait la question de l'interdiction des essais nucléaires en en faisant un des éléments "dans la gamme complète des objectifs à long terme des Etats-Unis en matière de limitation des armements". Nous sommes pleinement d'accord avec M. Rostov qu'"une interdiction des essais ne saurait par elle-même mettre fin à la menace posée par les armes nucléaires" et comme lui nous ne pensons pas qu'"une interdiction complète des essais puisse contribuer à réduire la menace posée par les armes nucléaires". Mais cette menace se trouverait considérablement réduite si cette interdiction était suivie d'autres mesures visant à réduire et finalement à éliminer les armes nucléaires.

La recette offerte par M. Rostov pour "réaliser des progrès sur la voie de l'élimination de la menace nucléaire" peut sembler attrayante de l'extérieur mais non aux membres de cet organe. "La négociation de réductions significatives des armes nucléaires et, en fin de compte, l'élimination finale de ces armes" comme il le suggère, sans au préalable empêcher le perfectionnement incessant des arsenaux nucléaires, n'est rien d'autre qu'un pauvre essai de représentation erronée de la situation. D'autant qu'elle s'accompagne de mesures concrètes de son Gouvernement visant à rompre l'équilibre des forces.

La délégation hongroise essaie toujours de rester dans les limites de la réalité, mais nous avons nourri quelque espoir, au début de la présente session, que le Comité pourrait peut-être faire des progrès sinon quant au fond vraiment tout au moins en créant le cadre nécessaire où des négociations pourraient sérieusement commencer. Etant donné l'appui massif des Etats non alignés et neutres, sans parler des pays socialistes, la délégation de la République démocratique allemande a même proposé, le 15 février, un projet de mandat pour l'un des groupes de travail. Malheureusement, nos espoirs se sont rapidement effondrés devant la position obstinée des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

Dans cette situation, ma délégation n'est pas du tout surprise du flot violent de critiques proférées par plusieurs délégations. C'est une réaction parfaitement légitime et nullement injustifiée. Pourtant, toute généralisation de la responsabilité pour ce manque de progrès ne servirait qu'à amortir l'impact de ces critiques. Ce sont les gouvernements qui ouvertement bravent l'opinion, la volonté et l'intérêt de tous les peuples qui sont responsables du blocage des efforts du Comité. Les représentants de l'Indonésie, du Nigéria et de la Suède ont donné de bons exemples de cette situation critique.

En même temps, il est également de notre devoir de nous féliciter des "propositions constructives" présentées par la délégation de l'Union soviétique comme l'a fait observer à propos le représentant du Brésil dans sa déclaration du 25 février.

J'espère que l'Ambassadeur de Souza e Silva ne trouvera pas à redire que je le cite deux fois en une si brève intervention, mais je ne peux m'empêcher de souligner combien il a eu raison de mettre en évidence la nécessité d'une "volonté". Tout d'abord, la "volonté de rechercher une procédure généralement acceptable" puis la volonté ... "d'entreprendre des consultations de bonne foi en vue d'abattre le mur de l'intransigeance" et enfin la volonté "de permettre au Comité du désarmement d'exercer les fonctions prioritaires dont il a été investi". Pour ma délégation, cette dernière remarque signifie manifestement des négociations.

Avant de quitter le sujet, permettez-moi de mentionner brièvement que ma délégation comprend la déception de plusieurs délégations devant la difficile situation qui s'est installée au Comité, et apprécie les diverses tentatives faites pour amorcer un mouvement vers des négociations sur une interdiction des essais.

Néanmoins nous sommes d'accord avec le représentant de la République démocratique allemande dans son évaluation des diverses propositions présentées par le Canada, le Japon et l'Australie.

Dans le contexte d'une interdiction complète des essais, plusieurs délégations ont parlé de l'aspect "non-prolifération" d'une telle mesure ou de l'absence de cette mesure. La délégation hongroise est fermement convaincue que la prévention de la prolifération géographique des armes nucléaires constitue une question importante et d'actualité. Cette opinion se trouve renforcée par les plans et les mesures concrètes qui tendent à accroître les arsenaux nucléaires sur les territoires des Etats où il n'y a pas actuellement d'armes de cette nature.

Dans ces conditions, l'élaboration et l'adoption d'un accord international sur la non-implantation d'armes nucléaires sur le territoire des Etats où il n'y en a pas actuellement seraient de la plus haute importance.

S'inspirant de ces considérations, les délégations de la République démocratique allemande et de la République populaire hongroise ont élaboré un document de travail en la matière et l'ont remis aujourd'hui au secrétariat pour distribution. Le document de travail se passe de commentaires et n'appelle aucune présentation détaillée.

Je voudrais en même temps exprimer l'espoir de ces deux délégations que les membres du Comité accorderont toute l'attention voulue à ce document de travail.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Hongrie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Tchécoslovaquie, M. le Ministre Stručka.

H. STRUČKA (Tchécoslovaquie) (traduit du russe) : Monsieur le Président, permettez-moi d'abord de vous féliciter pour votre accession à votre haute fonction pour le mois de mars. Permettez-moi aussi d'exprimer notre reconnaissance à l'éminent représentant de l'Iran pour l'efficacité avec laquelle il a dirigé nos travaux en février. Nous espérons que sous votre direction le Comité examinera d'une façon concrète toutes les questions encore pendantes et que toutes les délégations se montreront disposées à vous apporter leur appui. Les Etats non membres du Comité, dont nous accueillons avec satisfaction la participation à nos travaux, peuvent certainement y apporter une contribution positive. A notre avis cependant, ces Etats ne peuvent contribuer de la façon la plus rationnelle et la plus efficace aux efforts des Etats membres du Comité que s'ils fournissent un apport constructif au travail du Comité conformément à son règlement intérieur. Je voudrais particulièrement mentionner l'article 33, où il est dit que "les Etats intéressés non membres du Comité peuvent soumettre au Comité des propositions écrites ou des documents de travail concernant des mesures de désarmement faisant l'objet de négociations au Comité et participer à l'examen des questions sur lesquelles portent ces propositions ou documents de travail".

Nous aimerions attirer votre attention, Monsieur le Président, et celle des autres délégations, sur la nécessité de respecter strictement le règlement intérieur, afin qu'une atmosphère constructive soit maintenue au Comité et que l'attention des délégations ne soit pas détournée de l'examen des questions importantes et urgentes inscrites à l'ordre du jour.

(M. Stručka, Tchécoslovaquie)

Au nom d'un groupe de pays socialistes, la délégation tchécoslovaque aimerait évoquer maintenant certains aspects du document CD/245 indiquant la position commune de ces pays sur le Programme global de désarmement, et répondre à un certain nombre de questions posées à ce sujet par diverses délégations. Nous constatons avec satisfaction que cette position commune a suscité un large intérêt et, comme il ressort des déclarations de plusieurs délégations, a été examinée avec attention.

Je ne crois pas qu'il y ait lieu de s'étendre ici sur l'esprit et le caractère du document CD/245, puisque des éclaircissements à ce sujet ont déjà été donnés dans deux interventions de notre délégation. Je voudrais seulement souligner une chose, à savoir que notre document n'est pas un modèle de Programme global de désarmement. Il représente plutôt un ensemble de considérations sur la configuration générale et le contenu du Programme. Sur la base des dispositions existantes de notre document, nous menons notre activité au sein du Groupe de travail et de groupes de contact, en proposant en cas de besoin des dispositions pertinentes, soit sous la forme d'amendements aux documents d'autres Etats, soit sous celle de dispositions plus élaborées et concrétisées de notre propre document.

C'est là peut-être la principale différence entre le document CD/245 et le document CD/223 du Groupe des 21, et celui des pays occidentaux CD/205. Les auteurs du document CD/245 partent du principe que dans les négociations sur les diverses sections du Programme global de désarmement, il est indispensable de faire preuve d'une approche constructive en vue de la réalisation de compromis acceptables par tous. Comme le montre l'expérience acquise par les groupes de contact sur les objectifs, les priorités et les principes, les dispositions du document CD/245 contribuent dans une large mesure à la réalisation de formules généralement acceptables.

Les auteurs du document CD/245 ont entendu avec grand intérêt les observations et questions de certaines délégations sur la position commune du groupe de pays socialistes. Diverses questions ont été posées. Notons d'abord qu'il nous reste encore à trouver des réponses satisfaisantes à certaines de ces questions. Par exemple à celle relative au caractère du Programme. C'est là manifestement une question importante. Depuis deux ans, des considérations préliminaires ont été présentées au sujet de cette question. Pourtant, nous n'avons pas encore pu procéder à un réel échange de vues. Les auteurs du document CD/245 partent du principe que le Programme global de désarmement ne doit pas devenir un document parmi tant d'autres dans les archives de l'Organisation des Nations Unies et que tous les Etats doivent faire preuve de la volonté politique indispensable pour le réaliser. D'autre part, les pays socialistes n'ont pas encore arrêté leur position sur la forme sous laquelle cette approche politique fondamentale à l'exécution du Programme global doit se refléter dans le caractère du Programme. Le contenu du Programme sur lequel les délégations pourront se mettre d'accord exercera à cet égard une importance incontestable. Nous attendons avec intérêt les observations précises de toutes les délégations au sujet de cette question.

On a aussi posé un certain nombre de questions sur notre position quant à l'échelonnement des mesures entre les différentes phases. Au tout début de nos travaux, les pays socialistes sont convenus de prendre pour hypothèse de départ que les mesures seraient provisoirement réparties en quatre phases. Cette méthode de travail est à notre avis acceptable, de même que d'autres approches possibles qui pourront rencontrer l'agrément du Comité et contribuer à l'avancement effectif des négociations. Comme on l'a noté, le document CD/245 n'est pas un projet précis de Programme global de désarmement. Le fait que les mesures qu'il prévoit ne sont

(M. Stručka, Tchécoslovaquie)

pas réparties par phases ne signifie pas que les pays socialistes sont opposés à l'exécution échelonnée du Programme. Au cours de la session du Groupe de travail, nous avons déjà exposé notre position au sujet des quatre phases en indiquant les mesures qui, à notre avis, devraient être prises à chacune d'elles. Dans les discussions futures sur ces phases, nous nous emploierons à trouver des formules mutuellement acceptables sur la base des propositions que nous avons faites au Groupe de travail et de notre document de travail commun, en tenant compte des propositions des autres délégations.

A propos des remarques de l'éminent représentant de l'Inde sur le fait que nous n'avons pas inclus dans notre document les mesures relatives à la phase suivante de l'exécution du Programme, je voudrais appeler son attention sur le fait que durant l'examen de toutes les phases, y compris la dernière, nous avons exposé notre position sur cette question et en particulier que nous avons retenu à titre de mesures de la quatrième phase, la dissolution complète des forces armées et la destruction de tous les types d'armement, ainsi que l'interdiction de l'affectation de fonds à des fins militaires. C'est ainsi que nous envisageons la réalisation du désarmement général et complet en tant qu'objectif final.

Dans la répartition des mesures par phases, nous tenons compte de leur priorité afin de résoudre au plus tôt les problèmes les plus urgents. Par exemple, il est tout à fait naturel d'inclure dans la première phase la prévention d'une guerre nucléaire, l'interdiction des essais nucléaires et l'arrêt de la fabrication des armes nucléaires. Sont également proposées des mesures dont on ne peut entreprendre la réalisation que dans certaines conditions, c'est-à-dire une fois que certaines mesures ou un ensemble de mesures auront été réalisés dans le cadre du Programme global de désarmement. Il paraît logique de prévoir provisoirement ces mesures pour des phases ultérieures. Par exemple, si dans le document CD/245 on considère l'alinéa B de la section relative aux armes nucléaires, il apparaît tout à fait logique de n'entreprendre la réduction progressive des stocks d'armes nucléaires que lorsque des négociations avec la participation de toutes les puissances dotées d'armes nucléaires auront abouti à un arrêt de la fabrication de ces armes et parallèlement à l'application de mesures de renforcement des garanties politiques et de droit international de la sécurité des Etats. La destruction des armes nucléaires doit à son tour être précédée d'un processus de réduction graduelle de leurs stocks.

Nous voudrions aussi faire remarquer que les pays socialistes n'estiment pas qu'un Programme global de désarmement doive être formulé avec trop de détails. En effet, il n'est pas question de préparer un traité qui soit un plan détaillé de désarmement général et complet mais un Programme global de désarmement qui fixe avec réalisme des mesures concrètes dont l'application, à titre de premier objectif, apporterait une contribution pratique à la prévention d'une catastrophe nucléaire, arrêterait la course aux armements et ouvrirait la voie vers une paix durable. L'objectif final du Programme est de parvenir au désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. Quant aux détails de chacune des mesures, ils doivent être définis au cours de négociations appropriées. Nous ne nous opposons donc pas à l'établissement de délais approximatifs pour la réalisation de tel ou tel accord dans le domaine de la limitation de la course aux armements. En même temps, le fait que pour telle ou telle raison des négociations en cours sur certaines questions n'aient pas abouti, ne peut servir d'excuse pour remettre à plus tard des négociations sur d'autres questions.

On a également soulevé un certain nombre de questions concrètes concernant certains aspects concrets de la position commune des pays socialistes à l'égard du Programme global de désarmement.

(M. Strucka, Tchécoslovaquie)

Ainsi, l'éminent représentant de l'Inde a demandé des éclaircissements sur le principe d'égalité et de sécurité égale que nous avons proposé. Au sein du Groupe de travail, les délégations des pays socialistes ont déjà donné une forme concrète à ce principe sous la forme suivante : "Dans les négociations entre parties à peu près à égalité sur le plan militaire, il faut que soit respecté scrupuleusement le principe d'égalité et de sécurité égale" (CD/239, CD/CPD/WP.60). Nous avons également expliqué que ce n'est pas nous qui avons inventé ce principe mais qu'il est tiré de l'"Etude des rapports entre le désarmement et la sécurité internationale" élaborée avec l'aide des experts du Secrétaire général des Nations Unies et approuvée par consensus par l'Assemblée générale. En posant cette question, le représentant de l'Inde s'est référé au "déséquilibre important entre les Etats dotés d'armes nucléaires, d'une part, et les Etats non dotés d'armes nucléaires d'autre part". D'abord, à ce que nous comprenons, les négociations sur le désarmement ne sont aucunement menées entre ces deux groupes de pays. La réalité politique est toute autre. Nous ne connaissons pas de négociations sur le désarmement dans lesquelles il y aurait d'un côté tous les Etats dotés d'armes nucléaires et de l'autre ceux qui en sont dépourvus. Au contraire, dans toutes les négociations, la séparation se fait non selon le principe de la possession ou de la non-possession des armes nucléaires mais en fonction de considérations politiques. Ajoutons que le Groupe des 21 prévoit dans ses propositions certaines mesures relatives au champ des négociations bilatérales entre l'URSS et les Etats-Unis. Par exemple, l'une des mesures prévues dans le document CD/223 du 19 août 1981, afin de faire cesser la course aux armements concerne la poursuite des négociations SALT entre l'URSS et les Etats-Unis. Le principe d'égalité et de sécurité égale est entièrement applicable à cette mesure.

Pour répondre à la question du représentant de l'Inde concernant ce que les pays socialistes entendent par maintenir l'équilibre existant en matière de puissance nucléaire tout en en réduisant constamment le niveau, je voudrais préciser qu'il ne faut pas comprendre un tel équilibre d'une façon simpliste. Par exemple, si l'URSS interprétait ce principe comme signifiant que tous les Etats dotés d'armes nucléaires doivent réduire simultanément leurs armements nucléaires d'un même nombre d'unités, il est douteux qu'elle puisse mener des négociations avec les Etats-Unis sur une limitation des armements stratégiques. Je voudrais rappeler que le Traité SALT-2, signé mais malheureusement non entrée en vigueur, prévoit que l'Union soviétique réduira ses armements stratégiques de 250 unités et les Etats-Unis d'environ 30 vecteurs. Je voudrais aussi rappeler qu'en menant actuellement des négociations avec les Etats-Unis sur la limitation des armements nucléaires en Europe, l'Union soviétique n'envisage aussi que des mesures bilatérales. Cependant, elle estime à juste titre qu'il faut considérer les armements nucléaires du Royaume-Uni et de la France comme un élément sur le plateau de la balance des forces de l'OTAN, bien qu'il ne soit pas question actuellement de la signature de l'accord par ces pays. Mais en même temps, pour des raisons évidentes l'Union soviétique ne peut pas consentir à ce que la réalisation de mesures de désarmement nucléaire porte atteinte à sa sécurité par rapport à d'autres puissances nucléaires. Autrement dit, lorsque les pays socialistes parlent de l'équilibre existant en matière de puissance nucléaire, ils n'envisagent pas un équilibre purement arithmétique mais partent de l'idée que cet équilibre doit être défini compte tenu d'une large gamme de facteurs militaires et politiques.

On nous a aussi demandé pourquoi nous avons inclus, dans notre liste de mesures, la renonciation des Etats dotés d'armes nucléaires à l'utilisation en premier de telles armes tout en omettant d'y faire figurer l'interdiction complète du recours à ces armes, bien que nous ayons voté en faveur de la proposition indienne sur cette dernière question à la trente-sixième session de l'Assemblée générale. D'abord je voudrais souligner une fois de plus, à propos de la proposition sur la non-utilisation en premier des armes nucléaires, que s'il n'y a pas de première utilisation il n'y en aura pas de deuxième ni de troisième et donc que l'arme nucléaire ne sera pas du tout utilisée.

(M. Struck^V , Tchecoslovaquie)

Ainsi, quant au fond, les deux propositions vont dans le même sens. Nous pourrions donc aussi poser la question suivante aux délégations de l'Inde et des autres Etats du Groupe des 21 : Pourquoi éprouvent-elles des doutes quant à la renonciation des Etats dotés d'armes nucléaires à l'utilisation en premier de telles armes alors qu'elles ont voté en faveur de la résolution sur cette question à la trente-sixième session de l'Assemblée générale ? Nous pouvons aussi poser encore une question à ces délégations, et en particulier à celle de l'Inde : Pourquoi aucune de leurs propositions ne porte-t-elle sur la conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force ? En effet, cette proposition a une portée plus large que la leur, qui ne vise que le recours aux seules armes nucléaires. Or le représentant de l'Inde, dans son intervention du 23 février, est allé jusqu'à mettre en doute l'utilité de la conclusion d'un tel traité. Cependant, un tel traité interdirait le recours non seulement aux armes nucléaires, mais à tous les autres types d'armes. Certes, il a entièrement raison d'affirmer que la Charte des Nations Unies impose déjà aux Etats participants l'obligation de ne pas recourir à la force, mais si l'on applique sa logique il ne faut pas non plus s'efforcer d'obtenir une interdiction du recours aux armes nucléaires puisque ce n'est que l'une des formes, bien que la plus dangereuse, du recours à la force en général.

Nous voudrions encore indiquer à l'éminent représentant de l'Inde que s'il a pu se poser une question sur la dissolution des groupements politiques que nous aurions proposée, c'est semble-t-il en raison d'une inexactitude de traduction. Dans le document CD/245, on entend par groupements militaro-politiques des alliances telles que l'OTAN, le Pacte de Varsovie, etc. Evidemment, il ne saurait être question ici du mouvement des pays non alignés.

Pour conclure notre intervention, nous voudrions exprimer le plein accord des délégations de pays socialistes à l'égard de la déclaration du distingué représentant de l'Inde, selon laquelle les positions du Groupe des 21 et du Groupe des pays socialistes sont très proches. Nous aussi pensons que nous pourrions élucider davantage nos propositions au moyen de questions et de réponses afin de les rapprocher encore.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Tchecoslovaquie de sa déclaration, et lui suis reconnaissant des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Roumanie, M. Melescanu.

M. MELESCANU (Roumanie) : Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord vous exprimer les félicitations les plus sincères de la délégation roumaine à l'occasion de votre accession à la présidence du Comité.

Votre riche expérience de négociateur dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe est pour nous une garantie supplémentaire que les meilleures conditions sont réunies en vue d'obtenir des résultats concrets pendant ce mois de mars. Je voudrais vous assurer de l'appui constructif et amical de la délégation roumaine dans l'accomplissement de vos responsabilités.

Nos félicitations s'adressent aussi à votre prédécesseur, M. Mahallati, de l'Iran, pour la manière courtoise et patiente avec laquelle il s'est acquitté des tâches importantes qui lui étaient imparties.

Monsieur le Président, mon intervention d'aujourd'hui est dédiée à la question de la cessation de la course aux armements nucléaires et du désarmement nucléaire, inscrite dans notre programme de travail.

(M. Melescanu, Roumanie)

La participation de la délégation roumaine à ce débat procède de la position de principe, exprimée par d'autres délégations aussi, suivant laquelle le démarrage des négociations concrètes sur ce sujet, dans le cadre du Comité, revêt non seulement un caractère d'urgence, mais représente un véritable test de la viabilité de cet organisme multilatéral créé par la première session extraordinaire consacrée au désarmement. Je voudrais souligner que, de l'avis de ma délégation, il ne peut y avoir aucun argument valable contre le démarrage de pareilles négociations. Beaucoup d'arguments que nous avons entendus soulignent la complexité des mesures concernant le désarmement nucléaire, véritable noeud gordien dont dépend la réalisation de progrès dans tous les domaines du désarmement. Or, à notre connaissance, il n'y a pas de meilleur moyen - ou d'autre moyen tout court - de résoudre des questions complexes que des négociations, que la recherche patiente, avec esprit de suite et avec la volonté d'aboutir à des solutions acceptables pour tous.

Certes, tout en reconnaissant la complexité du désarmement nucléaire et l'importance qu'il revêt pour la sécurité des Etats dotés d'armes nucléaires et de tous les Etats, ainsi que le fait qu'une pareille entreprise ne saurait être accomplie d'un seul coup, par miracle, nous pensons que la tâche du Comité est justement d'élaborer une stratégie de suffocation graduelle de la course aux armements nucléaires. Nous avons souvent parlé dans ce comité de la nécessité de définir le moment de l'arrêt de la course aux armements par des mesures comme le gel, l'arrêt du développement, etc. La stratégie de la suffocation fait partie, pour nous, de ce moment d'arrêt de la course aux armements qui, une fois réalisé, permettra le passage vers le désarmement nucléaire.

Un élément capital de cette stratégie est, sans doute, l'arrêt du perfectionnement des armes nucléaires et de leur développement, dans le cadre duquel l'interdiction des essais nucléaires occupe une place de choix, soulignée tant de fois. Les plaidoiries convaincantes et argumentées à ce sujet des pays membres du Groupe des 21, des pays socialistes, ainsi que d'autres représentants, nous donnent la conviction que tout ce qui devait être dit l'a déjà été. Par conséquent, je me bornerai à faire enregistrer l'appui de ma délégation en faveur de la création d'un groupe de travail du Comité pour négocier sur la conclusion d'un accord international interdisant les essais d'armes nucléaires et à souligner en même temps l'importance capitale d'une pareille mesure dans la perspective de la session extraordinaire.

Il est évident aussi que, dans nos discussions sur les moyens pratiques d'arrêter la course aux armements nucléaires, le thème des doctrines stratégiques ne peut pas être absent. En vérité, comme l'ont déjà montré les débats de l'année passée, il est nécessaire de regarder de plus près la notion même de la dissuasion nucléaire sur laquelle est basé tout l'édifice qui nous fait vivre sous la menace permanente d'une destruction totale de l'humanité. C'est l'évidence même que les armes nucléaires ne peuvent pas servir à des fins défensives, du point de vue purement militaire. Les essais d'élaborer des doctrines stratégiques pour pallier cette déficience inhérente aux arsenaux nucléaires, comme la théorie de la dissuasion, par exemple, n'ont abouti qu'à faire monter les enchères, accroître et affiner les arsenaux nucléaires. La situation de loin la plus dangereuse de ce point de vue est celle existant en Europe, où la grande majorité des Etats sont en train d'assister,

(M. Melescanu, Roumanie)

impuissants, au déclenchement d'une nouvelle étape dans la course aux armements nucléaires. Comme le soulignait récemment le Président de la République socialiste de Roumanie, Nicolae Ceausescu "si nous, les pays européens, ne sommes pas en mesure d'arrêter l'implantation de nouveaux missiles nucléaires en Europe, nous serons dans la situation d'être les victimes de ces armements. Du point de vue pratique, il n'y aura aucune nation, de l'Est ou de l'Ouest, du Nord ou du Sud, qui ne sera pas dans le rayon d'action de ces armes".

Dans cet esprit, la Roumanie a salué le commencement des négociations entre l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique relatives aux missiles de moyenne portée en Europe et a exprimé l'espoir que ces négociations aboutiront à des résultats positifs. Etant donné qu'en Europe se trouvent concentrés les effectifs militaires les plus redoutables et les armements les plus perfectionnés, le danger d'un conflit majeur dans cette importante région du monde est extrêmement grave. Exprimant la préoccupation profonde du peuple roumain pour l'avenir de la paix en Europe et dans le monde, la Roumanie s'est prononcée et continue de se prononcer catégoriquement pour l'arrêt de l'implantation et la réduction rapide, au niveau le plus bas, des missiles de portée intermédiaire, aussi bien que de tout genre d'armement nucléaire en Europe. C'est notre conviction inébranlable que le désarmement constitue le problème cardinal, fondamental, de l'Europe à l'heure actuelle.

Etant donné que la présence des armes mentionnées affecte et menace directement les intérêts vitaux des pays européens, nous estimons que c'est le droit légitime de tous ces Etats, dont la vie même est en jeu, de participer, sous une forme ou une autre, aux négociations sur la réduction et l'élimination des armes nucléaires en Europe. Partageant la même préoccupation, la Grande Assemblée nationale de la Roumanie a instamment invité les parlements, les gouvernements et les peuples d'Europe, des Etats-Unis d'Amérique et du Canada à agir d'urgence avec toute l'énergie nécessaire, à tout mettre en œuvre avant qu'il ne soit trop tard, pour la réduction et l'élimination des armes nucléaires du continent européen, pour la défense du droit fondamental de tous les peuples à la vie, à la liberté et à la paix.

Monsieur le Président, la délégation roumaine aimerait réitérer son point de vue sur le fait que l'objectif final de tous nos efforts doit être l'adoption, dans les délais les plus brefs, de mesures concrètes, pratiques, pour l'arrêt de la fabrication des armes nucléaires, leur réduction graduelle jusqu'à leur élimination définitive et leur mise hors la loi.

Nous appuyons par conséquent les idées présentées à ce sujet pendant la première session du Comité par la délégation de l'URSS. Mais en vue d'arriver à cet objectif final, d'autres thèmes doivent aussi faire l'objet de nos préoccupations. Il s'agit tout d'abord de la prévention d'une attaque nucléaire délibérée ou d'une guerre nucléaire par accident, erreur ou faux calcul. Vu l'état où se trouvent les arsenaux nucléaires et dans les conditions de tension que connaissent les relations internationales, cette question cesse d'être purement académique et devient d'intérêt immédiat pour tous les pays, nucléaires ou non nucléaires. L'adoption de pareilles mesures nous paraît, par conséquent, non seulement urgente, mais aussi d'une importance capitale.

(M. Melescanu, Roumanie)

De tout ce qui précède, je l'espère, il découle clairement que la tâche prioritaire du Comité du désarmement au sujet de la course aux armements est d'agir. Il nous reste très peu de temps avant la session extraordinaire de cette année. Mais nous pouvons au moins montrer la décision qui nous anime de commencer des négociations sur les sujets prioritaires du désarmement nucléaire. Si le Comité n'est pas en mesure de marquer cette volonté d'agir, nous sommes persuadés des conséquences importantes qu'il y a lieu d'envisager. Il s'agit en effet de la crédibilité même de notre Comité et de la crédibilité des négociations multilatérales en général.

Nous avons maintes fois souligné, dans nos interventions, que la création par le Comité de groupes ad hoc de négociation n'était pas un but en soi pour le Comité. Cette année-ci, une pareille conclusion doit être nuancée, car une simple décision de procédure comme celle concernant la création d'organismes subsidiaires de négociation sur les thèmes de l'arrêt de la course aux armements nucléaires peut avoir un impact considérable dans la perspective de la session extraordinaire, en montrant la volonté politique de nous tous de coopérer et de négocier, dans un esprit constructif, avec lucidité et réalisme.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Roumanie de sa déclaration et des paroles aimables et amicales qu'il a eues à mon égard. Je donne maintenant la parole au représentant du Maroc, S.E. l'Ambassadeur Skalli.

M. SKALLI (Maroc) : Merci, Monsieur le Président. La délégation marocaine est heureuse de voir le représentant de l'Italie, un grand pays ami du Maroc, présider notre Comité durant ce mois de mars. Ma délégation vous assure de sa coopération totale et est persuadée que vous saurez diriger nos travaux avec compétence et efficacité. En voyant le représentant de l'Italie au siège de la présidence, nous ne pouvons manquer d'avoir une pensée émue pour l'Ambassadeur di Montezemolo, qui nous a quittés d'une façon si soudaine et si tragique. Que la délégation italienne trouve ici l'expression de nos condoléances et de toute notre sympathie. Je voudrais aussi féliciter les éminents représentants de l'Indonésie et de l'Iran qui n'ont ménagé aucun effort pour faire avancer nos travaux lors de leurs présidences respectives. Ma délégation voudrait souhaiter la bienvenue aux nouveaux représentants de l'Australie, de la Bulgarie, des Etats-Unis d'Amérique, du Nigéria, des Pays-Bas et de la République fédérale d'Allemagne, et leur dire sa joie de pouvoir coopérer amicalement avec eux, tout comme elle l'a fait avec leurs prédécesseurs au sein de notre Comité. Par ailleurs, nous sommes toujours heureux de pouvoir compter sur la compétence et le zèle de M. Jaipal, Représentant personnel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et Secrétaire de notre Comité. Enfin, nous ne voulons pas manquer de dire à cette occasion combien nous apprécions le dévouement et la grande courtoisie du très sympathique M. Berasategui.

Monsieur le Président, la session actuelle du Comité du désarmement se tient dans une conjoncture tout à fait particulière.

En effet, la situation internationale ne cesse de se détériorer : les tendances défavorables des années précédentes continuent à prévaloir et les foyers de tension qui persistent dans de nombreuses régions du monde deviennent de plus en plus alarmants.

(M. Skalli, Maroc)

C'est ainsi que le climat de confiance a cédé le pas à celui de suspicion, de méfiance et, partant, d'insécurité. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'état actuel des relations internationales qui en résulte est loin de faciliter les travaux de notre Comité. Bien au contraire, il risque de donner une impulsion nouvelle au rythme déjà effréné de la course aux armements.

Je n'ai nullement l'intention de m'attarder sur ce sujet, tant est claire la gravité de cette situation ainsi que ses répercussions négatives sur le processus du désarmement et notamment sur les efforts déployés dans ce sens par notre Comité.

Et pourtant, notre Comité se réunit à la veille d'un important événement qui soulève de la part de la communauté internationale de grands espoirs. En effet, pas plus de huit semaines nous séparent de la tenue, à partir du 9 juin prochain, de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Comme l'indique son ordre du jour provisoire établi par le Comité préparatoire en octobre dernier, la session extraordinaire aura à examiner, entre autres, le rapport du Comité du désarmement et tous projets de texte transmis par celui-ci. C'est dire l'importance qu'accorde la communauté internationale aux travaux de notre Comité et, par voie de conséquence, le devoir politique et moral qui incombe à celui-ci de ne ménager aucun effort afin que les espoirs placés en la deuxième session extraordinaire ne soient pas déçus.

Ayant à l'esprit ces considérations, nous ne pouvons nous abstenir de poser la question : notre Comité, qui est le seul organe multilatéral de négociation sur le désarmement, sera-t-il en mesure de présenter un rapport différent du rapport inconsistent soumis par la Conférence du Comité du désarmement en 1978 à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement ?

Il est certain que le Comité bénéficie de certains atouts importants qui faisaient défaut à la Conférence du Comité du désarmement. Il réunit autour de la table de négociation toutes les puissances nucléaires. Ses procédures, consacrées par un règlement intérieur, ont connu une certaine démocratisation. Mieux encore, le Comité dispose d'un document de base, le Document final, qui énonce les principes et les objectifs et qui, dans son programme d'action, énumère avec ordre de priorité les mesures de désarmement dont l'adoption et l'application pourraient conduire au désarmement général et complet. Le Comité se trouve donc, depuis 1979, mieux placé que la Conférence du Comité du désarmement pour affronter avec plus de chances de succès, la tâche ardue et complexe qui lui a été assignée.

Or, nous devons rappeler qu'à l'issue de chaque session des trois années précédentes, nous avons été amenés à nous rendre à cette évidence qu'aucun résultat sur le fond n'a pu être réalisé. Cet état de choses nous incite à ne ménager aucun effort cette année, afin que le bilan des activités que nous présenterons à la deuxième session extraordinaire soit positif.

A cet égard, j'aimerais exprimer notre satisfaction de voir le Comité adopter l'ordre du jour de cette session ainsi que le programme de travail de sa première partie dans un temps relativement court. Ceci a été possible grâce à l'esprit de compromis de la part des délégations qui avaient tout d'abord avancé certaines propositions et qui avaient ensuite accepté d'y renoncer.

(M. Skalli, Maroc)

Monsieur le Président, l'une des contributions que pourrait apporter notre Comité au succès de la deuxième session extraordinaire serait l'élaboration du Programme global du désarmement.

L'adoption de ce Programme figure parmi les plus importants points de l'ordre du jour provisoire préparé par le Comité préparatoire. Il serait l'une des pièces maîtresses de la session extraordinaire. Il faudrait donc que le Groupe de travail sur cette question, qui a profité en 1980 des qualités éminentes de M. l'Ambassadeur Adeniji, du Nigéria, et qui bénéficie aujourd'hui de la compétence et de l'expérience de M. l'Ambassadeur Garcia Robles, du Mexique. Il faut donc que ce Comité redouble d'efforts pour parvenir à temps au but souhaité. Déjà un chemin considérable a été parcouru dans la bonne direction. La reprise des travaux de ce groupe avant même l'ouverture officielle de la présente session illustre bien l'extrême importance que nous accordons à l'élaboration du Programme global du désarmement. Nous estimons qu'avec la compréhension et la coopération de tous, le Comité pourra achever sa tâche dans les délais prévus. Son travail est d'ailleurs facilité par le fait que les éléments du Programme global de désarmement ont été adoptés par consensus par l'organe de délibération qu'est la Commission du désarmement.

Ma délégation a déjà fait connaître son point de vue sur les différents éléments du Programme, tant à la Commission qu'au Groupe de travail, soit individuellement, soit conjointement avec les délégations des pays neutres et non-alignés. Nous voudrions, si vous le permettez, rappeler néanmoins brièvement ce point de vue.

Nous pensons que le Programme global de désarmement constitue un élément important de la Stratégie internationale sur le désarmement établie par la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Ceci signifie que le Programme doit couvrir tous les aspects de la question de la cessation de la course aux armements et du désarmement général et complet sous contrôle international efficace. Il doit définir les objectifs du désarmement, les principes qui devraient régir les négociations, ainsi que les priorités qui devraient s'y appliquer. Le Programme doit englober toutes les mesures de désarmement qui pourraient conduire à la réalisation de l'objectif ultime qu'est le désarmement général et complet sous contrôle international efficace.

Comme tout instrument de nature stratégique, le Programme doit non seulement indiquer la période nécessaire à la réalisation de tous ses objectifs, mais également les phases sur la base desquelles doit s'échelonner la réalisation des mesures prévues au Programme.

La mise en oeuvre de ces phases indépendantes doit respecter un calendrier indicatif négocié et convenu. Le Programme doit prévoir un mécanisme d'examen permettant un réajustement et les modifications à y apporter, compte tenu des progrès accomplis dans la mise en oeuvre de chaque phase.

Quant à la nature juridique du Programme global du désarmement, nous pensons que, pour qu'il soit crédible, cet instrument doit créer des obligations ayant une force juridique contraignante sur le plan international.

(M. Skalli, Maroc)

En tant que pays en développement, le Maroc a toujours mis l'accent sur le fait que le Programme global du désarmement doit non seulement couvrir les mesures de désarmement proprement dites, mais également celles ayant trait aux liens entre le désarmement et le développement.

Tel est brièvement le point de vue de la délégation marocaine sur les grandes lignes du Programme global du désarmement. Ma délégation, qui participe tant au Groupe de travail qu'aux groupes de contact présidés par les éminents représentants du Brésil, de la France et de la République démocratique allemande, tient à affirmer qu'elle sera animée, comme par le passé, d'un esprit ouvert et de la ferme volonté de tout faire pour en accélérer les travaux.

A cet égard, ma délégation se félicite de l'accord intervenu au sein du Groupe de travail sur le chapitre concernant les priorités. Nous estimons que c'est là un pas important sur la voie de l'élaboration du Programme global du désarmement, réalisé grâce à l'esprit de compromis manifesté par toutes les délégations et aux efforts louables déployés par l'Ambassadeur de Souza e Silva, représentant du Brésil, qui a coordonné habilement les travaux du groupe de contact sur ce chapitre.

Monsieur le Président, lors de sa trente-troisième session ordinaire, tenue trois mois après sa première session extraordinaire sur le désarmement, l'Assemblée générale a adopté la résolution 33/60, dans laquelle elle a demandé au Comité du désarmement de lui soumettre, lors de la reprise de ladite session, le texte d'un traité sur l'interdiction complète de tous les essais nucléaires.

Bien qu'il ait inscrit depuis le début de ses travaux de 1979 ce point en première place de son ordre du jour, le Comité n'a pas été jusqu'à présent en mesure de répondre favorablement à l'appel lancé par l'Assemblée générale dans sa résolution 33/60.

Au cours des trois dernières années, le Comité n'a fait que poursuivre des discussions d'ordre général dans l'ombre des négociations que menaient en 1979 et 1980 les trois puissances nucléaires dépositaires du Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires de 1963 et du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Il y a lieu de relever que les négociations trilatérales n'ont pu aboutir à des résultats susceptibles de faciliter la tâche du Comité. Celui-ci n'a pu jusqu'à présent entamer de véritables négociations. Ce sort regrettable que connaît le premier point inscrit à notre ordre du jour s'applique également au deuxième point - la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire.

Ma délégation, qui croit qu'il est de la plus haute importance de continuer à respecter le statut du Comité en tant qu'organe multilatéral unique de négociation sur le désarmement, estime qu'il est grand temps de passer de la phase des échanges de vues à celle des négociations sur les deux points susmentionnés.

Ma délégation continue de donner la préférence à la création d'organes subsidiaires, notamment de groupes de travail, pour mener les négociations sur ces deux points. Nous voudrions formuler l'espoir que cette question trouvera cette année une issue heureuse qui permettra au Comité de sortir de l'impasse où il se trouve.

(M. Skalli, Maroc)

Monsieur le Président, la délégation marocaine se félicite de l'accord intervenu au sein de ce Comité pour la réconduction des Groupes de travail sur les points de notre ordre du jour ayant trait, respectivement, aux armes chimiques, aux armes radiologiques et aux garanties de sécurité à donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires. Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer les félicitations de ma délégation aux distingués représentants de la Pologne, de la République fédérale d'Allemagne et du Pakistan à l'occasion de leur désignation à la présidence de ces groupes. Elle voudrait tout particulièrement exprimer sa satisfaction du fait que le mandat du Groupe de travail des armes chimiques a été révisé d'une façon qui répond mieux à l'objectif que nous nous sommes fixé, à savoir l'élaboration d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques et sur la destruction des stocks de telles armes.

A cet égard, il nous plaît de relever le travail intense et considérable effectué par le Groupe de travail spécial des armes chimiques au cours de la session précédente. Ma délégation estime que l'état d'avancement des travaux de ce Groupe est tel que nous devons nous atteler sans plus tarder à la négociation d'un texte de convention sur l'interdiction et l'élimination de ces armes. La conclusion d'une telle convention serait sans nul doute une mesure de désarmement capitale à laquelle, d'ailleurs, la communauté internationale accorde un caractère d'urgence et une haute priorité.

En ce qui concerne la question des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, il serait hautement souhaitable, surtout dans la perspective de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, de redoubler d'efforts en vue de parvenir à un accord sur une approche ou une formule commune susceptible d'être incluse dans un instrument international de caractère juridiquement contraignant. A ce sujet, ma délégation a déjà eu l'occasion de se prononcer en faveur d'une convention internationale. Nous espérons que le Groupe de travail tiendra compte du très large appui dont bénéficie l'idée d'une telle convention.

Enfin, pour ce qui est des armes radiologiques, nous demeurons persuadés que le Groupe de travail sur la question sera en mesure de réaliser rapidement un accord sur une convention interdisant de telles armes, si chacun des membres du Groupe veut bien faire preuve de bonne volonté. Nous estimons cependant qu'une telle convention n'aurait de signification et de crédibilité que si elle prévoyait l'interdiction de toute attaque contre des installations nucléaires civiles, car il est évident qu'il existe un risque réel de destruction massive par dissémination de substances radioactives qui résulteraient d'une telle attaque.

Monsieur le Président, j'ai dit au début de cette intervention que la perspective de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement conférerait à la session actuelle de notre Comité une importance toute particulière. Nous ne pouvons perdre de vue le fait que les résultats obtenus jusqu'à présent sont loin de correspondre à l'espoir et à l'élan suscités par la première session extraordinaire. Nous nous devons de réduire nos divergences et de tout mettre en oeuvre pour aboutir à des résultats acceptables pour tous. Il nous appartient de faire preuve de beaucoup

(M. Skalli, Maroc)

plus de détermination, de coopération et de volonté politique pour mener à bien la tâche exaltante qui nous a été confiée par l'Assemblée générale.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Le PRESIDENT : Je remercie Monsieur le représentant du Maroc de sa déclaration et lui suis particulièrement reconnaissant des expressions aimables et amicales qu'il a bien voulu avoir à mon égard et à l'égard de mon pays. Je donne maintenant la parole au représentant de la Chine, M. le Ministre Tian Jin.

M. TIAN JIN (Chine) (traduit du chinois) : Monsieur le Président, pour commencer je voudrais vous féliciter de votre accession à la présidence du Comité du désarmement pour le mois en cours. Nous sommes convaincus que sous votre conduite le Comité progressera dans son travail. Je voudrais aussi, par votre intermédiaire, exprimer notre reconnaissance au représentant de l'Iran, le président pour le mois dernier, pour la contribution qu'il a apportée.

Aujourd'hui je voudrais exprimer nos vues sur la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire.

Dans leurs déclarations, les représentants de nombreux pays ont fait part de leur anxiété devant la détérioration de la situation internationale, l'intensification de la course aux armements nucléaires et l'accroissement du danger de guerre. Ils ont demandé un arrêt de la course aux armements nucléaires et l'adoption de mesures efficaces pour réduire et éliminer le danger d'une guerre nucléaire. La délégation chinoise partage leurs aspirations. Nous sommes convaincus que pour réduire et éliminer la menace d'une guerre nucléaire, il est impératif de se faire une idée bien claire de la réponse à la question de savoir qui intensifie la course aux armements nucléaires, d'où provient le danger d'une guerre nucléaire et comment devrions-nous aborder le désarmement nucléaire.

Ces dernières années, nous avons souvent entendu, à l'Assemblée générale des Nations Unies et aux séances du Comité du désarmement, les deux superpuissances s'accuser mutuellement d'intensifier la course aux armements, de rechercher la suprématie militaire et de se préparer à une guerre nucléaire. Pour esquisser leurs responsabilités en ce qui concerne la course aux armements, l'Union soviétique et les Etats-Unis ont tous deux publié des documents de propagande au sujet de la force militaire de l'autre. Si l'accroissement de la puissance militaire qu'ils invoquent et les chiffres qu'ils citent dans leurs déclarations et leurs publications concernant l'un l'autre peuvent ne pas refléter pleinement la situation réelle, on peut néanmoins en retirer clairement l'impression que ce sont précisément les deux superpuissances qui intensifient la course aux armements, en particulier la course aux armements nucléaires. D'après le rapport de 1980 du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies intitulé "Etude d'ensemble des armes nucléaires", les quelque 50 000 ogives dans les arsenaux nucléaires de l'Union soviétique et des Etats-Unis ont une puissance totale d'environ 19 milliards de tonnes de TNT, soit environ un million de fois celle de la bombe atomique larguée sur Hiroshima. Leurs armes nucléaires ne sont pas seulement énormes par leur quantité, mais aussi très perfectionnées par leur qualité. Les nouveaux types de missiles balistiques intercontinentaux de haute précision d'une portée de plus de 10 000 km et équipés de systèmes de vecteurs à têtes multiples indépendamment guidées (les MIRV) se trouvent tous dans les arsenaux des deux superpuissances. Celles-ci admettent elles-mêmes que leurs armements ont une capacité de surextermination. Néanmoins, pour rechercher l'hégémonie mondiale et obtenir la

(M. Tian Jin, Chine)

suprématie par rapport à l'autre, l'Union soviétique et les Etats-Unis, tout en procédant à des entretiens de l'une ou l'autre sorte sur la limitation des armements nucléaires, intensifient la mise au point et le déploiement de nouveaux types d'armes nucléaires et s'engagent dans une nouvelle ronde de la course aux armements nucléaires avec le perfectionnement qualitatif pour objectif. Il va sans dire que cela ne correspond guère à leurs belles paroles sur la "prévention d'une catastrophe nucléaire".

Il faudrait aussi souligner que dans le domaine des relations internationales, l'Union soviétique et les Etats-Unis, se fiant à leur grande puissance militaire, rivalisent entre eux et s'efforcent de s'évincer mutuellement partout dans le monde, mettant ainsi ce dernier en situation de grand désordre. Une des superpuissances en particulier, celle qui clame le plus fort pour exiger la paix et le désarmement, a une capacité et un dynamisme supérieurs pour l'agression, l'expansion et l'hégémonie. Ignorant la forte opposition de l'opinion publique mondiale, elle a directement envoyé des troupes pour occuper un autre pays. Les faits attestent que c'est cette superpuissance qui représente la menace principale pour la paix et la sécurité mondiales.

Partant de la constatation pure et simple du fait que l'URSS et les Etats-Unis possèdent d'immenses arsenaux nucléaires et que leur rivalité intense menace la paix mondiale et la sécurité de l'humanité, les gens sont arrivés à la conclusion que le processus du désarmement nucléaire doit commencer par les deux superpuissances. Cela est essentiel pour réduire le danger d'une guerre nucléaire et maintenir la paix mondiale.

Depuis bien des années maintenant, les peuples du monde ont vigoureusement demandé que les Etats qui possèdent les arsenaux nucléaires les plus importants mettent un terme à leur course aux armements nucléaires. De nombreux pays petits et moyens ont formulé diverses propositions pour la cessation de la course aux armements nucléaires. Nous estimons que les superpuissances devraient arrêter immédiatement toutes activités visant le perfectionnement qualitatif et l'accroissement quantitatif de tous les types d'armes nucléaires et de leurs vecteurs. L'arrêt du perfectionnement qualitatif de leurs armes nucléaires devrait comprendre, outre la cessation de tous leurs essais nucléaires, celle des essais de techniques non nucléaires comme celles visant à améliorer les systèmes de vecteurs et les systèmes de guidage. D'après les statistiques d'instituts de recherche internationaux réputés, l'Union soviétique et les Etats-Unis auraient effectué, de juillet 1945 à aujourd'hui, plus de 1 100 essais nucléaires. Ces dernières années, pour répondre au besoin d'obtenir une suprématie nucléaire, ils ont procédé à des essais nucléaires aussi fréquents qu'ils ne l'ont jamais été. Au cours de l'année 1979, l'Union soviétique a effectué à elle seule 29 essais, dépassant ainsi le nombre total des essais effectués cette année-là par les autres Etats dotés d'armes nucléaires et battant son propre record annuel depuis 1963. Des 49 essais nucléaires effectués en 1981, vingt-et-un, c'est-à-dire presque la moitié du nombre total, l'ont été par l'Union soviétique, et 16 l'ont été par les Etats-Unis. La situation décrite ci-dessus et les chiffres cités démontrent clairement que l'Union soviétique et les Etats-Unis n'ont absolument aucune raison de poursuivre leurs essais nucléaires. Ils devraient immédiatement mettre fin à toutes les catégories d'essais nucléaires. Rendre hommage en paroles à l'arrêt des essais nucléaires ne saurait aucunement masquer l'intensification effective des essais nucléaires dans la pratique.

D'autre part, comme chacun le sait, le simple fait, pour les superpuissances, de mettre un terme au perfectionnement qualitatif et à l'accroissement quantitatif des armes nucléaires ne suffirait pas pour diminuer la grave menace que leurs énormes arsenaux nucléaires font peser sur le monde.

(M. Tian Jin, Chine)

L'arrêt de l'expérimentation, de la mise au point et de la fabrication d'armes nucléaires doit s'accompagner d'une réduction substantielle et de la destruction de ces armes; ce n'est qu'ainsi que le danger d'une guerre nucléaire pourra être réduit. Par conséquent, les superpuissances devraient réduire aussi rapidement que possible tous les types d'armes nucléaires et les vecteurs de celles-ci. Le fait pour elles d'être les premières à réduire radicalement les armements nucléaires aiderait à atténuer la menace nucléaire sans mettre en péril leur propre sécurité. Ainsi qu'il est dit dans le rapport susmentionné du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, "en raison du grand nombre d'armes nucléaires qui existent, il devrait être possible d'entreprendre une importante réduction d'armements sans mettre en péril la sécurité nationale des deux superpuissances". Cela correspond pleinement à la réalité objective. Le fait que les superpuissances devraient prendre les devants en réduisant leurs armements ne signifie pas que les autres Etats dotés d'armes nucléaires ne devraient pas réduire leurs armements nucléaires. Lorsque les deux superpuissances auront fortement réduit leurs armements nucléaires et allégé la menace pour les autres Etats dotés d'armes nucléaires, ceux-ci devraient se joindre aux superpuissances en réduisant leurs propres armements nucléaires dans des proportions raisonnables. Eu égard à l'état actuel des armements nucléaires, telle est la seule approche correcte susceptible d'aboutir à l'objectif du désarmement nucléaire. Toutefois, une puissance nucléaire a souligné, non sans arrière-pensée, que l'équilibre existant dans le domaine de la puissance nucléaire devrait rester intact à toutes les étapes, faisant ainsi abstraction de l'écart nucléaire énorme qui existe entre les divers Etats dotés d'armes nucléaires. Plusieurs représentants de pays non alignés ont judicieusement fait observer qu'il n'existe aucun équilibre de ce genre entre les Etats dotés d'armes nucléaires, mais qu'il y a un déséquilibre flagrant entre les deux superpuissances, d'une part, et les autres Etats dotés d'armes nucléaires, d'autre part. Le prétendu "équilibre" à préserver à toutes les étapes est un prétexte destiné à perpétuer la position de suprématie nucléaire et de chantage nucléaire des superpuissances. Il est manifeste qu'une telle pratique ne favorisera pas le processus du désarmement nucléaire, pas plus qu'elle n'aidera à maintenir la paix mondiale et à éliminer le danger d'une guerre nucléaire.

La Chine est un pays socialiste en développement. A l'heure actuelle, nous sommes engagés à fond dans l'édification économique et ne souhaitons aucunement consacrer nos ressources à des armements nucléaires. Toutefois, en présence des menaces nucléaires des superpuissances, nous ne pouvons faire autrement que d'essayer d'obtenir la puissance défensive nécessaire pour protéger notre indépendance, notre sécurité et l'édification de notre économie. Les essais nucléaires auxquels nous avons procédé sont très limités en nombre. En tant qu'Etat doté d'armes nucléaires, la Chine a évidemment des responsabilités en ce qui concerne le désarmement nucléaire. Nous nous sommes toujours prononcés en faveur de l'interdiction complète et de la destruction totale des armes nucléaires, afin d'éliminer le déséquilibre entre les Etats dotés et les Etats non dotés d'armes nucléaires et d'écartier complètement le danger d'une guerre nucléaire.

Le Gouvernement chinois a solennellement déclaré à maintes reprises qu'à aucun moment et en aucune circonstance il ne serait le premier à utiliser l'arme nucléaire. Conformément à cette prise de position, nous n'utiliserons pas d'armes nucléaires et ne menacerons pas d'en utiliser contre des Etats non dotés d'armes nucléaires et des zones dénucléarisées. Tout cela démontre amplement la nature défensive de la puissance nucléaire très limitée de la Chine. Comme dans le passé, nous déploierons des efforts en faveur du désarmement nucléaire et de la prévention d'une guerre nucléaire.

Le désarmement nucléaire est un point important de l'ordre du jour du Comité du désarmement et il représente également une des questions cruciales qui préoccupent profondément les peuples du monde. Malheureusement, aucun progrès substantiel n'a été

(H. Tian Jin, Chine)

réalisé à propos de cette question au cours des quelques dernières années. Avec la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement qui approche, il incombe au Comité du désarmement de poursuivre ses efforts à cet égard. En attendant, nous demandons instamment aux principales puissances nucléaires d'agir conformément aux exigences de l'opinion publique mondiale et de concrétiser leur désir proclamé de promouvoir le désarmement, de manière à nous permettre de réaliser des progrès sur ce point de l'ordre du jour ainsi qu'à propos de l'élaboration d'un programme global de désarmement.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Chine de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Yougoslavie, l'Ambassadeur Vrhunec.

M. VRHUNEC (Yougoslavie) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous féliciter de votre élection à la présidence du Comité du désarmement pour le mois de mars et vous assurer du plein appui et de la coopération de la délégation yougoslave dans l'exercice de vos fonctions. J'aimerais également rendre hommage au représentant de l'Iran, l'Ambassadeur Mahallati, pour l'excellent travail qu'il a accompli en tant que Président le mois dernier. Comme il y a trois ans, la délégation yougoslave prend à nouveau la parole pour exprimer sa profonde insatisfaction et inquiétude devant l'incapacité du Comité du désarmement d'entamer des négociations sur le désarmement nucléaire. Etant donné que pour nous cette question est, de toutes, la plus importante et a le rang de priorité le plus élevé dans le travail global du Comité du désarmement, nous aimerions demander résolument cette fois que le Comité du désarmement commence à s'occuper sérieusement de la question du désarmement nucléaire et entame des négociations pour faire démarrer ce processus. Si nous échouons, tous nos efforts de désarmement se trouveront considérablement réduits ce qui nuira au crédit du Comité du désarmement. Il est inutile de répéter que cela est également notre devoir, devoir qui a été accepté par tous les membres du Comité du désarmement à la première session extraordinaire.

Notre demande est d'autant plus justifiée que, parallèlement à la course générale aux armements, l'armement nucléaire continue à se développer et même à s'intensifier constamment, en dépit des sommes astronomiques qu'il exige et de ses effets destructeurs effroyables.

Pendant longtemps l'attention de la communauté internationale a été centrée sur le danger que présentent les armes nucléaires pour la survie même de l'humanité et, de ce fait, sur la nécessité d'adopter des mesures effectives en vue de la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et du désarmement nucléaire. Un certain nombre de propositions ont été faites, tant dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies qu'à l'extérieur pour diminuer ce risque. Néanmoins, la mise au point quantitative et qualitative d'armes nucléaires s'est poursuivie aboutissant à un accroissement vertigineux du nombre des armes nucléaires et à la mise au point et au déploiement de systèmes d'armes toujours plus complexes et destructeurs.

Malgré cela, on nous dit encore que l'ouverture du processus de négociations sur le désarmement nucléaire au Comité du désarmement est impossible à cause de l'absence générale de confiance entre les Etats, spécialement entre les puissances nucléaires. Mais, ne nous demandons-nous donc pas comment il sera possible d'établir cette confiance et la sécurité si la course aux armements nucléaires se poursuit à ce rythme effréné.

(M. Vrhunec, Yougoslavie)

Les mesures proposées au cours des ans couvrent toute la gamme des problèmes de limitation des armements nucléaires et de désarmement, y compris la limitation, la réduction et l'élimination des armes nucléaires et de leurs vecteurs; l'arrêt de la fabrication des armes nucléaires; la réduction de la production de matières fissiles à des fins d'armement, etc.

Le Document final adopté à la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement affirme que les armes nucléaires sont celles qui menacent le plus gravement l'humanité et la survie de la civilisation; que les mesures effectives de désarmement nucléaire ont la plus haute priorité; que l'objectif final est, de ce point de vue, l'élimination complète de ces armes; que tous les Etats dotés d'armes nucléaires, en particulier ceux d'entre eux qui possèdent les arsenaux nucléaires les plus importants, ont une responsabilité spéciale dans la réalisation des objectifs du désarmement nucléaire.

La dixième session extraordinaire a adopté comme l'un de ses principaux objectifs d'empêcher le déclenchement d'une guerre nucléaire. Cet objectif est en grand péril à moins que les négociations ne portent également sur les armes nucléaires dites tactiques qui auraient des conséquences d'ordre stratégique particulièrement graves, si elles étaient utilisées sur le territoire de petits pays.

Nous estimons donc qu'il est nécessaire de prendre des mesures appropriées dès que possible en vue d'un examen détaillé de toute la question du désarmement nucléaire. A notre avis, il est nécessaire de traiter simultanément, dans un seul processus, des armes classiques également. Ces armes sont un élément très important de ce que l'on appelle couramment l'équilibre global des forces, en particulier dans des régions comme l'Europe où ces armes sont très fortement concentrées.

La situation internationale d'aujourd'hui accroît la responsabilité du Comité du désarmement de faire quelque chose pour inverser les tendances actuelles et prévenir un désastreux conflit nucléaire.

Parmi toutes les questions de désarmement est celle du désarmement nucléaire, celle que l'Organisation des Nations Unies a mise tout particulièrement en relief comme constituant la tâche la plus prioritaire, et il incombe au Comité du désarmement, l'organe de négociation unique ainsi que le définit le Document final, d'entreprendre des négociations à cette fin.

La première tâche du Comité est de trouver une base acceptable pour mener des négociations sur la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire.

La délégation yougoslave n'est pas seule à demander cela. Tous les membres du Comité du désarmement faisant partie des pays non alignés et neutres du Groupe des 21, dont les positions en la matière sont clairement exposées dans les documents CD/116 du 9 juillet 1980 et CD/180 du 24 avril 1981, insistent dans le même sens.

Le document de travail CD/116 du Groupe des 21 indiquait quelques-unes des questions de fond qui doivent faire l'objet, au Comité, de négociations au titre du point intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire" : a) élaboration et clarification des étapes du désarmement nucléaire envisagées dans le paragraphe 50 du Document final, y compris la détermination des responsabilités des Etats dotés d'armes nucléaires et du rôle des Etats non dotés d'armes nucléaires au cours du processus de réalisation du désarmement nucléaire; b) clarification des questions

(M. Vrhunec, Yougoslavie)

que pose l'interdiction de l'utilisation ou de la menace d'utilisation d'armes nucléaires en attendant le désarmement nucléaire, ainsi que la prévention de la guerre nucléaire; c) clarification des questions que pose l'élimination du crédit accordé aux doctrines de la dissuasion nucléaire; et d) mesures pour faire en sorte que le Comité du désarmement s'acquitte efficacement de son rôle en tant qu'organe multilatéral unique de négociation sur le désarmement et, dans ce contexte, assurer une liaison avec les négociations sur le désarmement nucléaire qui se déroulent dans des forums bilatéraux, régionaux ou autres de caractère restreint. Dans le même temps, le Groupe des 21 proposait que le Comité du désarmement crée un groupe de travail spécial pour entreprendre, au cours de la session de 1980 du Comité, des négociations en vue de parvenir à un accord sur les questions susmentionnées.

De l'avis du Groupe des 21, des négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire auraient dû être menées depuis longtemps déjà; la condition préalable fondamentale de leur succès est la volonté politique des Etats, en particulier des Etats dotés d'armes nucléaires, d'entreprendre de telles négociations.

A la lumière de cette évaluation, le Groupe des 21, dans son document de travail CD/180 du 24 avril 1981, a entre autres exprimé sa ferme conviction "que le Comité du désarmement, dont font partie tous les Etats dotés d'armes nucléaires ainsi que des Etats qui n'en sont pas dotés, doit poursuivre et intensifier la recherche d'une approche commune qui lui permette de s'acquitter du mandat que lui a confié l'Assemblée générale des Nations Unies dans le domaine du désarmement. En particulier, le Groupe des 21 espère qu'une prise de conscience croissante de l'urgence de progresser sur la voie du désarmement nucléaire facilitera la tâche du Comité. Les négociations bilatérales et régionales, surtout lorsqu'elles intéressent des régions spécifiques où la concentration des armements nucléaires accroît le risque d'affrontement, sont utiles et devraient être intensifiées, mais des négociations multilatérales sur des questions présentant un intérêt vital aussi bien pour les Etats dotés que non dotés d'armes nucléaires devraient être engagées sans délai au Comité du désarmement, unique organe multilatéral de négociation dans le domaine du désarmement."

Des positions analogues sont également exposées dans le document de travail CD/4 du Groupe de pays socialistes d'Europe orientale qui, eux aussi, préconisent l'ouverture au Comité de négociations sur le désarmement nucléaire.

C'est donc pour les raisons précitées que nous ne parvenons pas à comprendre pourquoi les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni, s'opposent non seulement à la création d'un groupe de travail pour le désarmement nucléaire, mais aussi à l'idée même que le Comité du désarmement devrait s'occuper du désarmement nucléaire. Comment est-ce possible, alors que, par ailleurs, ces deux pays ont accepté sans difficulté cette responsabilité lors de la première session extraordinaire consacrée au désarmement ? Nous les prions instamment, une fois de plus, de prendre en considération les nombreuses demandes de modifier leur position, et nous leur demandons de nouveau d'accepter la création du groupe de travail considéré et de ne plus empêcher le Comité de s'occuper de cette question de désarmement extrêmement importante. Nous approuvons entièrement les observations du distingué Ambassadeur du Brésil, M. de Souza e Silva, qui, dans son intervention du 25 février, a une fois de plus exposé des arguments quant à la nécessité d'ouvrir au Comité des négociations sur le désarmement nucléaire et dit que les

(M. Vrhunec, Yougoslavie)

Etats-Unis d'Amérique n'avaient pas le droit d'y faire obstacle. Jusqu'à présent, nous n'avons pas entendu d'arguments convaincants à l'appui de ce refus de la part des Etats-Unis et aucune autre solution ne nous a été proposée.

Le Comité du désarmement, qui constitue le forum le plus approprié pour des négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire, devrait commencer sans délai à s'occuper sérieusement de ce problème. Le meilleur instrument pour déclencher un tel processus serait la création d'un groupe de travail.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Yougoslavie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant du Mexique, l'Ambassadeur Garcia Robles.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, je voudrais d'abord associer les sincères compliments de ma délégation à tous ceux qui vous ont été adressés à propos de votre accession à la présidence du Comité pour le mois de mars. Vos éminentes qualités personnelles et vos capacités bien connues nous donnent la garantie que vous saurez mener à bonne fin nos délibérations dans cette importante période de l'activité du Comité. Nous faisons part aussi de notre reconnaissance à votre prédécesseur, l'éminent représentant de l'Iran, M. l'Ambassadeur Mahallati, qui a su diriger avec tant de distinction et d'efficacité nos travaux le mois dernier.

Les raisons qui ont incité le Comité du désarmement à inclure par principe dans les deux points prioritaires de son ordre du jour celui intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire" sont évidentes. Ce n'est pas pour rien que l'Assemblée générale des Nations Unies, lors de sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, après avoir déclaré solennellement que "des mesures efficaces de désarmement nucléaire et la prévention de la guerre nucléaire ont la plus haute priorité", a proclamé par consensus et sans ambiguïté aucune, au paragraphe 47 de son Document final, que :

"Les armes nucléaires sont celles qui menacent le plus gravement l'humanité et la survie de la civilisation. Il est essentiel d'arrêter et d'inverser la course aux armements nucléaires sous tous ses aspects afin d'éliminer le risque d'une guerre mettant en jeu des armes nucléaires. L'objectif final est de ce point de vue l'élimination complète de ces armes."

On se souvient que dans le même Document, l'Assemblée a reconnu expressément que l'existence des armes nucléaires et la poursuite de la course aux armements représentaient une "menace pour la survie même de l'humanité" et déclaré en conséquence que "le succès des négociations sur le désarmement présente un intérêt vital pour tous les peuples du monde" et que "tous les Etats ont le droit de participer à ces négociations", pour lesquelles il est prévu expressément que le Comité du désarmement est un "forum multilatéral unique de négociation".

C'est sans nul doute pour cela que, depuis 1979, année où le Comité a été constitué avec sa composition actuelle, la question des négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire a été étudiée tant dans le cadre de certaines interventions que dans deux documents de travail : les documents CD/4, présenté conjointement par sept Etats socialistes, et CD/36, présenté par le Groupe des 21. On sait qu'en 1980, le Comité a été saisi de deux documents de travail émanant des mêmes auteurs que les précédents, qui portaient respectivement les cotes CD/109 et CD/116, et que le nombre d'interventions sur cette question a considérablement augmenté.

(Il. Garcia Robles, Mexique)

Enfin, en 1981, le Comité, devant la situation internationale alarmante à laquelle nous sommes confrontés, semble avoir placé le désarmement nucléaire au même niveau de priorité que la question de l'interdiction des essais d'armes nucléaires qui figure en tête de son ordre du jour. On peut en voir la preuve manifeste dans le fait que, dans le dernier rapport du Comité, sur les 120 paragraphes consacrés à un tour d'horizon de la question intitulée "travaux du Comité au cours de sa session de 1981", quarante-et-un paragraphes, soit plus du tiers du total ont trait au point intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire".

Au sujet de cette question, le Groupe des 21 a exposé avec la plus grande franchise l'opinion bien fondée de ses membres. Le 24 avril 1981, dans la déclaration distribuée sous la cote CD/160, il a énoncé comme suit son jugement :

"Les débats, pour lesquels les chapitres V et VI et la conclusion du rapport du Secrétaire général intitulé 'Etude d'ensemble des armes nucléaires' (A/35/392) ont fourni d'utiles éléments, ont confirmé le Groupe des 21 dans sa conviction que la course aux armements nucléaires va à l'encontre des efforts déployés pour réduire encore les tensions internationales; que des progrès dans le domaine du désarmement nucléaire contribueraient à renforcer la paix et la sécurité internationales et à améliorer le climat international, ce qui à son tour faciliterait de nouveaux progrès; et que des mesures de désarmement nucléaire présentent une importance vitale pour toutes les nations, nucléaires et non nucléaires, car l'existence d'armes nucléaires dans les arsenaux d'une poignée de puissances met directement et fondamentalement en danger la sécurité du monde entier."

Permettez-moi de répéter ces dernières paroles, "car l'existence d'armes nucléaires dans les arsenaux d'une poignée de puissances met directement et fondamentalement en danger la sécurité du monde entier".

Voici maintenant un autre passage du même document :

"Le Groupe des 21 est en outre convaincu, à l'issue des discussions, que les doctrines de la dissuasion nucléaire, loin d'être crédibles du maintien de la paix et de la sécurité internationales, sont la cause profonde de l'escalade qui se poursuit dans le développement quantitatif et qualitatif des armements nucléaires et qu'elles conduisent à une insécurité et à une instabilité accrues dans les relations internationales. De plus, ces doctrines, qui impliquent en dernière analyse que l'on est prêt à utiliser des armes nucléaires, ne peuvent constituer une base pour empêcher le déclenchement d'une guerre nucléaire, une guerre qui affecterait aussi bien les non-belligérants que les belligérants. L'accumulation concurrentielle d'armements nucléaires par les Etats dotés d'armes nucléaires ne saurait se justifier par l'argument selon lequel cette accumulation serait indispensable pour la sécurité de ces Etats. Cet argument est manifestement erroné puisque l'accroissement des arsenaux nucléaires, loin de contribuer à renforcer la sécurité de tous les Etats, l'affaiblit au contraire, et augmente le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire. Le Groupe des 21 refuse en outre comme politiquement et moralement injustifiable que la sécurité du monde entier doive dépendre de l'état des relations existant entre les Etats dotés d'armes nucléaires."

De même, à la fin de la session de l'année passée, ce même Groupe des 21, dans sa déclaration du 19 août 1981 (CD/222), s'est exprimé comme suit :

"Le Groupe des 21 est convaincu que la poursuite de l'escalade quantitative et qualitative des armes nucléaires compromet directement et gravement les intérêts vitaux de la sécurité de tous les pays, tant pourvus que dépourvus

(M. García Robles, Mexique)

d'armes nucléaires. Dans le document CD/130, convaincu que les questions de désarmement nucléaire ont des répercussions sur la sécurité du monde entier", du monde entier, Monsieur le Président, "le Groupe des 21 a recommandé l'établissement d'un groupe de travail spécial du Comité du désarmement pour entreprendre sans retard des négociations sur certaines questions concrètes concernant le désarmement nucléaire, particulièrement l'élaboration des étapes du désarmement nucléaire envisagées au paragraphe 50 du Document final. Il y a lieu de regretter qu'aucun consensus n'ait pu être réalisé sur cette proposition au cours de la session de 1981 du Comité, ce qui a mis l'organe multilatéral unique de négociation sur le désarmement dans l'impossibilité d'entreprendre des négociations concrètes sur une des questions de son ordre du jour ayant la priorité la plus élevée."

Parallèlement, l'Assemblée générale n'a pas cessé de proclamer l'intérêt et l'urgence qu'elle attachait à cette question. C'est ainsi qu'à sa trente-cinquième session, elle a adopté deux résolutions - les résolutions 35/152 B et 35/152 C - dans la seconde desquelles elle priait instamment le Comité du désarmement "de créer, dès le début de sa session de 1981, un groupe de travail spécial chargé de l'étude de la question inscrite à son ordre du jour de 1979 et de 1980 et intitulée 'Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire'".

À la trente-sixième session de l'Assemblée qui vient de s'achever, cette question a fait l'objet de trois résolutions - les résolutions 36/92 E, 36/92 F et 36/92 H - qui contiennent des dispositions analogues quant au fond à celles qui figurent dans la deuxième de celles-ci, selon laquelle l'Assemblée demande instamment au Comité du désarmement d'entamer, lors de la session de la présente année, "des négociations de fond sur les questions prioritaires de désarmement inscrites à son ordre du jour" et, à cette fin, je cite encore, "de créer d'urgence des groupes de travail spéciaux sur la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire et sur l'interdiction des essais d'armes nucléaires".

Les résolutions de l'Assemblée générale comme celles que je viens de citer peuvent paraître assez arides, et sans doute ne rendent pas vraiment compte de la réalité, surtout lorsque, cédant à la tendance très humaine qui consiste à oublier les choses désagréables, on ne veut plus penser à ce que la cessation de la course aux armements et le désarmement nucléaire essaient d'empêcher, à savoir la guerre nucléaire et ses conséquences terrifiantes auxquelles on a donné, à juste titre, le nom d'"holocauste nucléaire". En décembre dernier, j'ai eu le privilège de faire une brève visite à Hiroshima, qui m'a permis de mieux comprendre la signification et la portée de ces mots, "holocauste nucléaire". Bien que la bombe qui a réduit Hiroshima en cendres puisse être considérée aujourd'hui comme un accessoire de théâtre, d'un théâtre certes macabre, si on la compare à celles qui pullulent dans les arsenaux des superpuissances nucléaires et dont le pouvoir destructif se mesure comme nous le savons en mégatonnes, c'est-à-dire en millions de tonnes de dynamite. Je garde de cette visite, par exemple, le souvenir très vif de marches de pierre calcinée sur l'une desquelles se trouve imprimée aujourd'hui de façon indélébile, relique macabre et unique d'un homme qui s'y trouvait assis au moment de l'explosion atomique de 1945, qui, reste imprimée de façon indélébile, la silhouette de cet homme.

Il vaut donc la peine de souligner, une fois de plus, qu'à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement - antécédent immédiat de celle qui s'ouvrira à New York le 7 juin prochain - l'organe pleinement représentatif de la communauté internationale a adopté par consensus une série de déclarations solennelles

(M. Garcia Robles, Mexique)

- dont j'ai cité quelques-unes tout à l'heure - faisant ressortir qu'actuellement l'humanité est confrontée à un risque sans précédent d'autodestruction, puisque les arsenaux nucléaires accumulés "sont à eux seuls plus que suffisants pour détruire toute vie sur la terre" et, soulignant l'urgence critique qu'il y avait à éliminer toute possibilité d'une guerre nucléaire, a énoncé cette constatation fatidique : "L'homme se trouve placé devant l'alternative suivante : mettre fin à la course aux armements et progresser vers le désarmement, ou périr".

Il semble que le vent ait emporté ces paroles ou même qu'elles ne soient jamais parvenues aux oreilles de ceux qui avaient le plus besoin de les entendre. En effet, les nouvelles que depuis lors les médias nous ont apportées régulièrement au lieu de nous rassurer, sont devenues de plus en plus inquiétantes - ou peut-être serait-il plus exact de dire plus révoltantes - en raison de la course aux armements effrénée et de l'escalade gigantesque des budgets militaires.

Il y a peu de temps, le New York Times a consacré une page entière à la publication d'un "Message aux dirigeants des pays nucléaires". Ce message, illustré par la photographie d'une mère au visage sévère couvrant d'un bras protecteur ses deux petits enfants, était suivi de plus d'un millier de signatures de personnes se définissant comme des "femmes indignées qui ne veulent pas que la génération de leurs enfants soit la dernière" et affirmant avec une insistance particulière :

"Nous sommes indignées par l'augmentation constante des arsenaux qui menacent le monde d'anéantissement nucléaire, planifié ou accidentel.

Nous sommes indignées par le spectacle d'hommes qui se prétendent en faveur de la paix alors qu'ils préparent la guerre et qui confondent leur avenir politique avec le destin de l'humanité.

Nous sommes écoeurées de voir les Etats gaspiller des centaines de milliards de dollars en armements, alors que des millions d'enfants meurent de faim.

Nous condamnons l'emploi de la force militaire par un Etat contre un autre, car cet emploi risque de conduire à la guerre nucléaire.

Nous parlons en tant que femmes américaines qui pensent qu'aucun gouvernement ne devrait détenir le pouvoir de condamner à mort l'humanité tout entière."

Nous sommes persuadés que l'indignation que manifestaient les signataires de cet éloquent message ne leur est pas exclusive, mais est partagée par des centaines de millions d'êtres humains, c'est-à-dire par tous ceux qui comprennent, ne serait-ce que d'une façon très rudimentaire, ce que peut signifier cette accumulation d'énormes arsenaux nucléaires, dont le pouvoir destructeur est estimé à plus d'un million de fois celui de la bombe qui a détruit Hiroshima ou, si l'on préfère, à plus de trois tonnes de dynamite pour chaque habitant de la Terre.

Les experts qui ont élaboré le rapport du Secrétaire général ont dit fort justement qu'une guerre nucléaire représenterait "le niveau le plus élevé de la folie humaine". Dans le dernier numéro de la publication bien connue "World Military and Social Expenditures" - préfacé en l'occurrence par George Kennan - on lit cette brève description des effets d'un conflit de cette nature :

(M. Garcia Robles, Mexique)

Les tirs nucléaires auraient pour effets physiques immédiats de déclencher des explosions et des conflagrations monstrueuses. Une attaque contre les villes et les installations militaires produirait des vents ayant la force d'un ouragan et des tempêtes de feu qui balaieraient des continents entiers. Les détonations nucléaires libéreraient non seulement leurs propres radiations, mais aussi celles produites par les réacteurs et les armes nucléaires qui subiraient le choc de l'attaque.

Ceux qui ne seraient pas morts immédiatement, grillés, déchiquetés ou asphyxiés dans leurs abris, se retrouveraient dans un monde de cauchemar, peuplé de moribonds, de cadavres et de déments. Les aliments, les récoltes et les terres seraient contaminés. L'eau ne serait plus potable. Les services médicaux et les moyens de communication et de transport seraient anéantis.

Dans le silence d'une planète moribonde, les radiations balaieraient les océans et remonteraient dans l'atmosphère, réduisant la couche d'ozone au point de libérer les dangereux rayons ultraviolets. Une fois que ces rayons auraient annihilé tout reste de vie animale, l'effondrement du système écologique ne laisserait plus subsister qu'un monde désert.

Lorsqu'on réfléchit à des descriptions comme celle que je viens de citer, on comprend fort bien pourquoi, au cours de sa session extraordinaire de 1978, l'Assemblée générale a affirmé, je le répète une fois de plus, que "le succès des négociations sur le désarmement présente un intérêt vital pour tous les peuples du monde", ajoutant et je cite encore que "la tâche la plus pressante et la plus urgente" du moment présent est d'"éliminer la menace d'une guerre mondiale - d'une guerre nucléaire".

Nous osons espérer que celles des puissances nucléaires qui ont jusqu'à présent réduit à néant les efforts du Groupe des 21 et d'un nombre considérable d'autres Etats membres du Comité du désarmement se décideront enfin à reconnaître la légitimité irrécusable de cet "intérêt vital". Cela implique d'une façon absolue qu'elles devraient cesser de faire obstacle à l'ouverture de négociations multilatérales sur l'arrêt de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire au sein du Comité du désarmement, et reconnaître, compte tenu des instances répétées du Groupe des 21 et des exhortations réitérées de l'Assemblée générale des Nations Unies, la nécessité et l'opportunité de créer immédiatement un groupe de travail spécial, non pas naturellement, en remplacement du groupe de travail que nous avons proposé pour le premier point de l'ordre du jour - celui relatif à l'interdiction des essais d'armes nucléaires - mais en plus de ce groupe de travail, de créer immédiatement, dis-je un groupe de travail spécial pour s'occuper de la cessation de la course aux armements nucléaires et du désarmement nucléaire comme première étape vers la réalisation de l'objectif que je viens de définir.

Le PRESIDENT : Je remercie S.E. l'Ambassadeur Garcia Robles pour sa déclaration et je lui suis particulièrement reconnaissant des paroles aimables et amicales qu'il a eues à mon égard. Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique allemande, S.E. l'Ambassadeur Herder.

M. HERDER (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Dans mes interventions des 16 et 25 février, j'ai esquissé l'essentiel de la position de la République démocratique allemande concernant une interdiction complète des essais et les négociations sur la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire. Nous avons réaffirmé notre appui en faveur de

(M. Herder, République démocratique allemande)

négociations effectives au Comité sur ces deux points et avons proposé de créer des groupes de travail spéciaux appropriés. Dans le même temps, nous avons présenté, aux fins d'examen par les Etats membres du Comité, des projets de mandats pour ces groupes de travail.

Des idées analogues ont été exprimées par la plupart des délégations qui ont participé jusqu'à présent au cours de la semaine dernière et aujourd'hui encore, à nos récents débats sur les points 1 et 2 de l'ordre du jour. Le moment est venu de voir où nous en sommes et quelles conclusions nous devons tirer de nos discussions.

Etant donné que les délégations des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni ont de nouveau formulé des objections à l'encontre de la création de groupes de travail pour les points 1 et 2, nous voudrions vous demander, Monsieur le Président, d'entreprendre sans retard des consultations sur la façon dont nous allons continuer de nous occuper des points 1 et 2. Ces consultations devraient être menées, individuellement ou collectivement, avec tous les membres du Comité du désarmement, en particulier avec les délégations des Etats dotés d'armes nucléaires. A cette occasion, les Etats dotés d'armes nucléaires s'opposent à la création des deux groupes de travail pourraient présenter les propositions qu'ils jugeront essentielles pour faciliter notre travail sur les points 1 et 2. Nous espérons, Monsieur le Président, que vous serez rapidement en mesure de faire rapport au Comité sur les résultats de ces consultations, afin que nous puissions prendre une décision formelle au sujet de la proposition de créer des groupes de travail et examiner de nouvelles mesures à entreprendre pour pouvoir réaliser des progrès à propos de ces questions hautement prioritaires.

Pourrais-je en l'occurrence, Monsieur le Président, vous rappeler que la délégation de la République démocratique allemande a déjà fait une proposition dans le même sens l'année dernière, dans le document de travail CD/193.

Aujourd'hui, le distingué représentant de la République populaire hongroise a présenté, au nom de son pays et de la République démocratique allemande, un document de travail concernant la non-implantation d'armes nucléaires sur le territoire des Etats où il n'y en a pas actuellement. Ma délégation appuie pleinement les explications données par l'Ambassadeur Kórnives à ce sujet. Nous espérons que le Comité réagira favorablement à l'appel formulé dans sa déclaration et dans le document de travail correspondant.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la République démocratique allemande de sa déclaration. J'ai pris bonne note de la suggestion de procédure qu'il a avancée et je voudrais à cet égard rappeler que la question de la considération de l'établissement d'organes de travail subsidiaires sur les points de l'ordre du jour sera la première question qui fera l'objet de discussions à la réunion officielle de demain après-midi. Selon la décision prise par le Comité à sa cent cinquante-septième séance plénière, je donne maintenant la parole au représentant de la Norvège, S.E. le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Eivinn Berg.

M. BERG (Norvège) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous remercier de vos très aimables paroles de bienvenue et de me joindre, au nom de mon Gouvernement, aux félicitations qui vous ont été exprimées à l'occasion de votre accession aux importantes fonctions de Président du Comité pour le mois en cours. Je peux vous assurer que mon Gouvernement attache une très grande importance aux travaux du Comité du désarmement en sa qualité de forum mondial central de négociations dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement. Je suis donc très heureux de pouvoir prendre la parole devant vous ce matin et d'exposer quelques-unes de nos vues sur les importantes questions dont le Comité est actuellement saisi. En raison de l'heure tardive, je m'efforcerai d'être aussi bref que possible.

(M. Berg, Norvège)

Toutefois, permettez-moi de commencer en soulignant certains éléments fondamentaux de la politique norvégienne en matière de désarmement. Le Gouvernement norvégien met largement l'accent sur l'importance de la limitation des armements et du désarmement en tant que parties intégrantes de notre politique générale de sécurité. La Norvège se trouve dans une région géographique d'une grande importance stratégique. L'évolution de l'ensemble des relations Est-Ouest a donc des incidences considérables et directes sur notre situation en matière de sécurité.

Notre appartenance à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord est indispensable à notre sécurité militaire et à notre capacité de défense. Cette alliance s'efforce aussi de rechercher résolument à faire appliquer des mesures pratiques de limitation des armements et de désarmement. Dans l'intérêt de notre propre sécurité, nous appuyons tous les efforts qui doivent permettre d'augmenter la stabilité et d'améliorer les prévisions en ce qui concerne la situation militaire générale et d'abaisser les niveaux d'armement.

Nous estimons que, pour être efficaces, des mesures de désarmement et de limitation des armements doivent absolument s'appuyer sur les importants principes suivants :

- équilibre,
- réciprocité, et
- vérification.

Il s'agit là de conditions qui sont dans l'intérêt de toutes les nations et dont le respect ne devrait pas être considéré comme une concession unilatérale d'un camp à un autre.

Des mesures de désarmement et de limitation des armements ne se négocient pas dans un vide politique. Elles ne permettent pas non plus à elles seules de supprimer les divergences fondamentales et les conflits entre nations.

L'évolution récente de la situation politique internationale, caractérisée par un accroissement des tensions dans les relations Est-Ouest, pourrait réduire les perspectives de détente réelle et de limitation des armements. Eliminer les causes de tension internationale serait donc la meilleure contribution que nous pourrions apporter à l'instauration de conditions plus favorables pour le désarmement et la limitation des armements. Malgré le climat international actuel, des organes de négociation comme le nôtre devraient continuer à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour obtenir des résultats qui permettraient d'arrêter et d'inverser le processus d'accumulation constante d'armements.

A cet égard, permettez-moi de souligner qu'il suffirait, pour réaliser de gros progrès, que chaque nation fasse elle-même preuve de plus de retenue dans les dispositions qu'elle prend sur le plan militaire. Pour sa part, la Norvège a imposé, comme vous le savez peut-être, certaines restrictions unilatérales, notamment en ce qui concerne les bases militaires étrangères, les armes nucléaires, les armes chimiques et les manoeuvres militaires. Ces restrictions auto-imposées ont pour but d'assurer, dans notre environnement géographique immédiat, une situation de tension réduite et de stabilité.

Mon Gouvernement est d'avis que la tâche la plus importante de notre Comité est de définir des intérêts communs de désarmement et de fixer ensemble des objectifs de désarmement, puis, sur cette base, de négocier des engagements précisant

(M. Berg, Norvège)

officiellement et garantissant ces intérêts. En dernière analyse, c'est principalement dans l'exécution de cette tâche et conformément à ces critères que la force du Comité et sa performance seront jugées par la communauté internationale.

C'est dans cette perspective, Monsieur le Président, que nous estimons aussi que la deuxième session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement jouera un rôle important.

En 1978, la première session avait fait naître l'espoir de réels progrès dans le domaine du désarmement. Cet espoir n'a malheureusement pas été exaucé. En fait, l'évolution politique, la poursuite de la course aux armements et le développement de la technologie des armements suscitent de vives préoccupations. La deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement prend ainsi encore plus d'importance. Nous espérons sincèrement que l'existence du Document final de la première session extraordinaire facilitera les travaux de la deuxième session. De gros efforts ont été consacrés à l'élaboration de ce texte, dont il conviendrait de s'inspirer pour la préparation de la session à venir.

La Norvège appuie vivement l'élaboration d'un Programme global de désarmement. En effet, un Programme global équilibré et axé sur l'avenir peut être très utile pour exposer les grandes lignes de l'action future en matière de limitation des armements et de désarmement et peut représenter un prolongement appréciable du programme d'action de la première session extraordinaire.

Un Programme global de désarmement nous aidera ainsi à réaliser de nouveaux progrès en direction de l'objectif ultime du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

Mon Gouvernement a pour objectif déclaré de contribuer de façon active et constructive, à assurer, à la deuxième session extraordinaire, les meilleurs résultats possibles.

C'est ainsi, Monsieur le Président, - que nous avons l'intention de présenter un document de travail pour donner suite à une initiative prise à la première session extraordinaire et visant à ce que les divers pays adoptent des procédures pour évaluer l'incidence des grandes acquisitions d'armes et des principaux programmes militaires sur la limitation des armements et le désarmement. Par ailleurs, des propositions concernant la limitation des armements et le désarmement devraient être soumises à une analyse du même genre.

- que nous portons aussi un vif intérêt aux activités consécutives à l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur le désarmement et le développement, à laquelle la Norvège prit une part active. L'affectation au développement économique et social de ressources libérées par le désarmement, en particulier dans l'intérêt des pays en développement, doit continuer à figurer en bonne place sur notre ordre du jour;

- que nous préparons en outre un document sur des mesures de détection et d'identification d'événements sismiques en liaison avec un traité d'interdiction complète des essais;

- que nous avons également l'intention de présenter un document de travail sur des aspects institutionnels, y compris les activités du Comité du désarmement.

(M. Berg, Norvège)

que dans nos propres préparatifs en vue de la session extraordinaire, nous ferons appel à un certain nombre d'études d'experts qui ont été récemment demandées par le Ministère norvégien des affaires étrangères.

Monsieur le Président, la cessation de la course aux armements nucléaires doit rester une priorité. Les armes nucléaires mettent en danger l'existence même de l'humanité. Permettez-moi de présenter quelques très brèves observations sur cette question prioritaire.

Mon gouvernement attache une importance particulière au résultat des négociations engagées ici à Genève entre les Etats-Unis et l'URSS sur les forces nucléaires de portée intermédiaire. La Norvège espère sincèrement que ces négociations auront un résultat positif. Il est encourageant de voir que ces négociations se poursuivent malgré la détérioration de la situation internationale, qui a rendu plus difficiles de nouveaux progrès dans les négociations sur la limitation des armements et le désarmement.

Nous attachons également une importance particulière à la poursuite des entretiens entre les Etats-Unis et l'Union soviétique en vue d'aboutir à des accords sur des réductions substantielles des arsenaux et des déploiements d'armes nucléaires stratégiques. Nous espérons sincèrement que les négociations SALT reprendront bientôt, et notons avec satisfaction que des préparatifs à cette fin se poursuivent effectivement.

C'est avec la plus grande préoccupation que nous constatons que les tentatives faites pour arrêter et inverser la course aux armements nucléaires n'ont pas été jusqu'ici couronnées de succès. Cet énorme problème sera plus compliqué et menaçant si une course aux armements du même genre se développe entre d'autres Etats nucléaires. A ce sujet, les politiques suivies par les Etats dotés d'armes nucléaires et le rôle qu'ils assignent à ces armes dans leur stratégie ont une influence décisive. Il y a donc une relation étroite entre la prolifération nucléaire horizontale et la prolifération nucléaire verticale.

Je voudrais rappeler ici que l'article VI du Traité sur la non-prolifération stipule que "chacune des parties au Traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée...".

Nous pensons que le régime de non-prolifération qui s'est institué depuis la signature du Traité sur la non-prolifération est la mesure la plus importante conçue jusqu'ici pour prévenir une nouvelle prolifération des armes nucléaires. Mais ce régime est fragile et peut s'éroder. Il faut prendre d'urgence des mesures pour empêcher cette érosion.

Une interdiction complète des essais est une mesure importante pour faire cesser la course aux armements nucléaires, et elle constituerait aussi un instrument non discriminatoire d'une utilité essentielle pour promouvoir la non-prolifération. En concluant un tel traité, les Etats dotés d'armes nucléaires feraient un pas significatif dans le sens des obligations qui sont les leurs aux termes de l'article VI du Traité sur la non-prolifération.

(M. Berg, Norvège)

Les progrès vers une interdiction complète des essais sont lents et difficiles. Les problèmes techniques sont complexes, en particulier ceux relatifs à la vérification. Mais les avantages d'un accord sont substantiels et ils auraient de vastes conséquences, de sorte qu'ils doivent peser lourd dans notre évaluation d'ensemble de la question. Je voudrais ici me référer à la déclaration faite par l'Ambassadeur du Canada devant ce Comité le 18 février, où il a donné les grandes lignes de la position canadienne sur la façon d'éviter les risques inhérents à la continuation d'un gel du processus de négociation sur les essais nucléaires. Nous partageons ces préoccupations, Monsieur le Président, et nous aimerions nous associer aux suggestions formulées par l'Ambassadeur du Canada.

La Norvège s'est particulièrement intéressée à l'aspect "vérification" de la question d'une interdiction complète des essais, aspect que nous jugeons extrêmement important. Une vérification adéquate est un élément essentiel de tout accord de ce type. Grâce aux experts et aux instruments fournis par le Norwegian Seismic Array (NORSAR), nous avons activement participé aux travaux du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationales en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques. Des progrès considérables ont été réalisés dans ce groupe. A dire vrai, celui-ci a fait un peu oeuvre de pionnier. A notre avis, le système de vérification qu'il propose peut être un modèle pour des mécanismes de vérification dans d'autres domaines.

Je confirme à nouveau que mon gouvernement est prêt à laisser utiliser le NORSAR en tant que station dans un système mondial de vérification sismologique destiné à surveiller le respect d'un traité d'interdiction complète des essais.

Une autre contribution importante à la prévention de la prolifération des armes nucléaires serait de donner des garanties de sécurité adéquates aux Etats non dotés d'armes nucléaires contre une attaque nucléaire. La Norvège accepte la position des Etats qui estiment que la résolution 255 du Conseil de sécurité en date du 19 juin 1968 ne donne pas des garanties suffisantes aux Etats non alignés. Les Etats qui ne font pas partie d'alliances mettant en jeu des garanties de sécurité nucléaire et auxquels on a demandé de renoncer à l'option d'acquérir des armes nucléaires, revendiquent légitimement des garanties pour ne pas être attaqués ou menacés de l'être avec des armes nucléaires. Les Etats dotés d'armes nucléaires directement concernés ont une responsabilité spéciale dans la recherche d'une solution à ce problème.

S'il faut admettre qu'il y a un regrettable manque de progrès dans le domaine du désarmement nucléaire, nous estimons que cette absence de progrès ne saurait justifier le rejet de mesures de non-prolifération. Il est très préoccupant que plusieurs Etats "liminaux" situés dans des régions de tension et de conflit n'aient pas encore abandonné l'option de développer des armes nucléaires.

Pour sa part, la Norvège appuie le principe selon lequel les matières, équipements et technologies nucléaires sensibles ne devraient pas être transférés ou exportés, à moins que toutes les activités nucléaires des Etats non dotés d'armes nucléaires bénéficiaires ne soient soumises aux garanties de l'AIEA ou à d'autres engagements internationaux contraignants du même genre de ne pas acquérir de dispositifs explosifs nucléaires. C'est pourquoi elle a décidé de limiter ses propres exportations nucléaires aux pays qui sont parties au Traité sur la non-prolifération.

(H. Berg, Norvège)

Monsieur le Président, permettez-moi aussi de rappeler très brièvement nos vues sur les armes chimiques. Après les récentes informations sur l'utilisation d'armes chimiques, nous pensons qu'il est urgent d'édifier des obstacles contre un nouveau développement dans ce domaine. C'est pourquoi nous demandons avec insistance que l'on intensifie les efforts pour arriver à un accord au sujet d'une convention sur les armes chimiques.

Le Groupe de travail spécial des armes chimiques a réalisé des progrès sensibles l'an dernier. Il faudrait maintenant tout faire pour arriver à un projet de texte sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur la destruction des stocks existants de ces armes. C'est pourquoi nous avons noté avec satisfaction que le Comité avait réussi à parvenir à un consensus au sujet d'un nouveau mandat du Groupe de travail des armes chimiques.

Une nouvelle convention doit, à notre avis, contenir des dispositions pour une vérification adéquate, à laquelle nous espérons apporter une modeste contribution. Le participant norvégien aux réunions d'experts du Groupe de travail des armes chimiques a entrepris un programme de recherche sur l'échantillonnage et l'identification d'agents de guerre chimique utilisés dans des conditions hivernales. L'objet de ce programme est, entre autres, de mettre au point des procédures de vérification internationales afin de trouver des preuves d'utilisation d'agents chimiques. Les résultats de ce projet de recherche seront communiqués au Comité du désarmement.

En conclusion, Monsieur le Président, je voudrais dire que nous avons étoffé récemment notre représentation à Genève afin de permettre au Gouvernement norvégien de suivre de plus près les activités du Comité du désarmement. Ainsi, pour la première fois, nous prendrons une part active aux travaux de tous les groupes de travail du Comité.

Grâce à notre participation et reconnaissant le rôle essentiel joué par les groupes de travail dans les négociations qui se déroulent ici à Genève, nous nous efforcerons aussi de tirer parti des compétences disponibles dans des instituts de recherche norvégiens.

Enfin, je relève que le Comité a, durant cette session, discuté une fois de plus de la question de sa composition, en prévision de la deuxième session extraordinaire et du réexamen qui y sera effectué. La Norvège, pour sa part, serait favorable à un nouvel élargissement limité de la composition actuelle du Comité du désarmement. Nous pensons qu'un tel élargissement limité accroîtrait le caractère représentatif du Comité sans nuire à l'efficacité de celui-ci en tant qu'organe de négociation.

Si la deuxième session extraordinaire recommandait un autre élargissement limité, la Norvège chercherait activement à devenir un membre à part entière du Comité. Cela serait, je pense, conforme à l'intérêt que nous portons depuis longtemps à la limitation des armements et au désarmement, intérêt également motivé, comme je l'ai dit, par notre situation géographique stratégique.

J'aimerais vous remercier, Monsieur le Président, de m'avoir donné cette possibilité de prendre la parole au Comité ce matin. Au nom de mon gouvernement, je tiens à formuler les vœux les plus sincères pour l'heureuse poursuite des importantes délibérations du Comité. Je puis vous assurer que la Norvège continuera de prendre part en qualité d'observateur actif aux travaux du Comité et, avec votre permission, Monsieur le Président, je voudrais exprimer à titre d'espoir personnel que, dans un avenir pas trop éloigné, un représentant de la Norvège aura le privilège de s'adresser au Comité en tant que membre à part entière de celui-ci.

Le PRESIDENT : Je remercie S.E. le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de Norvège pour son importante et intéressante déclaration et je lui suis reconnaissant des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je n'ai plus d'orateurs sur ma liste; d'autres délégations désirent-elles prendre la parole ? Si tel n'est pas le cas, je voudrais annoncer que le Secrétariat vous a distribué aujourd'hui, à ma demande, un document officieux contenant le calendrier des réunions du Comité et de ses organes subsidiaires pour la semaine prochaine. Comme d'habitude, il ne s'agit que d'une indication, qui peut être ajustée plus tard, si besoin est, selon les exigences du travail. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que le Comité accepte ce calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Le Président du Groupe de travail sur un Programme global de désarmement me charge d'annoncer qu'il y aura une réunion du groupe de contact sur le Programme aujourd'hui, cet après-midi à 15 h 30, dans la salle de conférence No I.

Conformément à la révision 2 du calendrier pour cette semaine, le Comité aura une réunion officieuse demain vendredi à 15 heures. La prochaine séance plénière du Comité du désarmement aura lieu le mardi 9 mars, à 10 h 30.

La séance est levée à 13 h 20.